

LE MONDE LIBERTAIRE



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

«Nous pouvons [...] nous déterminer à faire [...] une guerre éternelle, irréconciliable, à notre grand ennemi qui triomphe maintenant, et qui, dans l'excès de sa joie, régnant seul, tient la tyrannie du ciel.»

Le Diable (in *Le Paradis perdu* de John Milton)

N° 1666

du 29 mars au 4 avril 2012

LES CONQUETES NOYEEES



M 02137 - 1666 - F: 2,50 €



LES PROFITS MONTENT

Editorial



Le western toulousain a pris fin après avoir mobilisé les médias pendant quarante-huit heures. Les foules n'avaient pas besoin de se rendre sur place pour assister au spectacle puisque des chaînes TV diffusaient en direct le siège de ce nouveau Fort Chabrol. Comme toujours dans ce type d'évènements, des zones d'ombre subsistent : suspect pisté, interrogé, relâché et non surveillé, ce qui n'est pas vraiment dans les habitudes de nos services de renseignement (voir l'affaire de Tarnac). Suspect assiégé que l'on dit vouloir capturer vivant (assaut foiré du Raid), mais que l'on abat finalement d'une balle dans la tête mais en déchargeant sur lui 300 cartouches (ils tirent si mal que ça nos cow-boys ?). Et, bien sûr, le pouvoir qui en profite pour nous concocter de nouvelles lois pour « nous protéger ». Sera désormais passible de sanctions pénales toute personne qui : consultera de manière habituelle des internet appelant à la haine et à la violence ; se rendra à l'étranger pour suivre des travaux d'endoctrinement à des idéologies conduisant au terrorisme ; fera l'apologie d'idéologies extrémistes. Vous le voyez venir le coup de bâton ? Ça ne vous rappelle rien ? Les lois scélérates de 1893-1894 peut-être ? Eh bien, ça y est, nous y sommes. Si ces nouvelles mesures avaient été en vigueur, elles n'auraient en rien empêché notre djihadiste d'agir comme il l'a fait ; par contre, à l'avenir, elles pourront renforcer la persécution de toute organisation politique ou syndicale déclarant, par exemple, vouloir supprimer le capitalisme (si c'est pas du terrorisme ça...). Big Brother se renforce chaque jour, alors attention : les régimes autoritaires voire fascistes n'apparaissent jamais d'un coup, mais surviennent par petites touches, et dans l'indifférence d'une majorité de la population qui ne se sent pas concernée. Ne restons pas muets. Ne laissons pas amputer ce qui nous reste de libertés.

Sommaire

Actualité

- Droit du travail assiégé**, par Kintpuash, page 3
Presse normande en péril, la suite, par S. Bull, page 4
Chronique néphrétique, par Rodkol, page 5
Arbetaren fête son anniv', par M. Enckell, page 6
Météo syndicale, par S. Bull, page 6
Merah, l'outsider, par Stéphane, page 7
Mélenchon ou le retour du rouge foncé, par David, page 8
Le strip, page 8
Le Monde libertaire dénigré, par M. Silberstein, page 9
Les vieux réflexes xénophobes, par M. Rajsfus, page 11

International

- Occupations de terres en Andalousie**, par R. Pino, page 13

Arguments

- La démocratie industrielle**, par G. Goutte, page 15

Histoire

- Victor Serge à propos du duel Marx-Bakounine**, page 17

Culture

- Présence d'Adrien Dax**, par G. Bounoure, page 19

Mouvement

- La CNT victime de la police**, par CNT Moselle, page 21
Radio libertaire, page 22
Agenda, page 23

Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire — 145, rue Amelot — 75011 Paris — France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Deux doigts d'insécurité sociale



GOUVERNER PAR LA PEUR est un art privilégié de l'exercice du pouvoir. Les messages du style «Pour votre sécurité, nous vous informons que...», quotidiennement assénés sur nos esprits, sans compter le spectre de la crise financière internationale, tout comme le martelage médiatique à propos du tueur de Montauban et de Toulouse, en pleine campagne d'élection présidentielle; les éruptions salvatrices des Zorros politiques auto-érigés en thaumaturges sont autant d'écrans de fumée pour masquer la principale insécurité aux yeux des exploités: l'insécurité économique, les violences patronales et étatiques.

L'attentisme du monde du travail, nourri par l'idée du capitalisme indépassable et aussi par la renonciation à la lutte des directions syndicales plus enclines à être des interlocuteurs valables du patronat et du gouvernement, nous conduit à un constat de faillite sociale effroyable. Face aux promesses les plus démagogiques des candidats à la présidence de la France, il convient de faire un petit inventaire (même incomplet!) de la casse de nos droits sociaux sur dix ans.

Cette casse organisée a certes commencé il y a bien plus longtemps, mais la décennie écoulée témoigne à la fois d'une accélération et de la mise en œuvre des volontés du patronat. La feuille de route des gouvernements passés et actuels a été nourrie par des Seillière, Parisot et De Virville. Force est de constater la frénésie de l'activité législative pour imposer démocratiquement des mesures antisociales tous azimuts. Même si certaines ont pu être abrogées ou modifiées, d'autres étaient des tests de la résistance syndicales (CNE-CPE), mais toutes traduisent une seule logique: satisfaire les appétits capitalistes en réduisant à peau de chagrin les quelques droits du prolétariat.

Salarié, soit précaire et isolé!

La précarisation s'est faite sur deux formes. La première, en terme contractuel: avec la création de nouveaux contrats de travail (CDDOD, CNE et CPE), avec l'assouplissement de la rupture du contrat de travail par la mise en place de la rupture conventionnelle et avec la création de nouvelles formes d'emploi dont le portage salarial et le statut auto-entrepreneur – comprendre «auto-exploité». Ces formes d'emploi maintenant les travailleurs dans une situation de forte dépendance mais les dénudant des garanties attachées au statut de salarié.

La seconde en terme de détérioration des conditions de travail: par l'intensification du travail, par la réduction des temps de repos en permettant la «monétisation» des jours de congés, avec le compte épargne temps, la réduction de la durée de repos pour certaines catégories, et l'augmentation du contingent d'heures supplémentaires; et par la flexibilité du temps de travail avec l'annualisation,

l'allongement de l'amplitude de durée du travail... Des réalités lourdes de conséquences pour la santé. Des réalités lourdes de conséquences inégalitaires puisque chaque salarié a des horaires et un nombre d'heures de travail propre avec un salaire différent. La flexibilité couplée à l'individualisation – prime sur objectifs, participation et intéressement – font les revenus individualisés soumis aux aléas du marché et surtout à la «bonne» volonté de l'employeur. L'individualisation et la flexibilité ont aussi la vertu de casser les collectifs de travail, donc de dissiper les préoccupations et situations communes. De véritables contraceptifs à l'élaboration de revendications collectives!

Le travail coûte à mes profits

Symbolique mais importante: le vol d'une journée de travail non rémunérée (lundi de Pentecôte). Et la multiplication d'exonérations de cotisations sociales afin de «baisser le coût du travail» qui favorise soi-disant la

création d'emplois et sans effet sur l'emploi, qui aggrave les déficits des budgets de la Sécurité sociale. Ces dernières ont fourni l'excellent prétexte pour mettre en place la contre-réforme des retraites et exploser nombre de garanties collectives.

Trop de règlement nuit à l'entrepreneuriat

L'objectif est de substituer le contrat (et la convention collective nationale) à la loi. Alors même que les possibilités de négocier des accords en deçà de la loi ne cessent d'augmenter. La loi de 2007 est une forfaiterie car, dans les faits, l'État a limité sa portée en instrumentalisant la négociation. Des négociations et des accords calamiteux dans lesquels toutes les centrales syndicales se sont compromises au moins une fois, si ce n'est plus. Depuis la mise en application de cette loi, ce ne sont que 4 textes sur 26 projets de lois et sur 38 textes au total qui ont fait l'objet d'une négociation préalable. Il y a aussi eu de nombreux abus de force avec l'usage abusif de la procédure d'urgence.

Aujourd'hui, ce qui est réclamé, par la droite comme par le Medef (mais pas seulement!), c'est la modification de la Constitution française afin de reconnaître aux organisations patronales et syndicales de salariés un rôle de législateur en droit du travail. En gros, une volonté d'accélérer le processus de déréglementation du Code du travail. De cette façon, la dérogation à la loi devient la règle et elle ne peut pas être remise en cause par un nouveau gouvernement.

Une belle substitution de la négociation à la loi.

La douleur, c'est le droit de grève

Sous le prétexte de mettre en place des dispositifs favorables à l'emploi, deux lois sont intervenues pour restreindre le droit de grève. Le gouvernement peut mieux déclarer ensuite la grève invisible et indolore pour le patronat... Ces restrictions vont nécessairement concourir sinon à l'extinction, au moins au non-exercice du droit fondamental à la grève. Gageons que la lutte contre la crise va fournir de nouveaux prétextes à l'assouplissement des règles encore existantes.

Rendre impossible le recours aux juges

Faute de rapports de force évidents en faveur du travail aujourd'hui, le recours aux Prud'hommes est la carte ultime que beaucoup de salariés utilisent. La justice a été une cible de choix des attaques des gouvernements successifs: réforme de la carte judiciaire avec 62 conseils de Prud'hommes supprimés pour un seul créé et réduction des moyens de fonctionnement.

De même que différentes mises en œuvres légales nouvelles garantissent le contournement des juges: la non-motivation de la rupture conventionnelle, l'augmentation de la durée de la période d'essai, l'abaissement des délais de contestation.

L'accès à la justice est devenu plus difficile économiquement avec: l'obligation pour les justiciables d'être défendus par un

avocat en Cour de cassation, demain en cour d'appel; l'octroi de l'aide juridictionnelle de plus en plus réduit; et, tout récemment, le paiement de 35 euros pour pouvoir introduire une instance en justice.

Enfin, gageons aussi que la remise en cause des élections des conseillers prud'homaux au suffrage universel des salariés va permettre l'évacuation de la justice du travail vers les juges civilistes (professionnels). Ce sera plus cher que 35 euros pour les salariés! Ce sera la fin de la gratuité de cette justice. Un enjeu majeur que la CFDT a entérinée et que la CGT fait mine d'ignorer, au moins à sa tête, puisque aucune déclaration confédérale dénonce la remise en cause des élections prud'homales malgré des débats houleux en interne.

À la vue de ce triste tableau, il serait illusoire de croire qu'un changement à la tête de l'État va modifier toutes ces restrictions de nos droits sociaux. La lecture des programmes électoraux nous confirme qu'aucune remise en cause du capitalisme est à l'ordre du jour... pour le grand régal des riches. Seules des luttes d'ampleur et fédérées permettraient, sinon une révolution, au moins de reconquérir ces droits perdus. Mais encore faut-il livrer la bataille, et ce n'est pas dans l'esprit du plus grand nombre. Les combats perdus sont d'abord ceux qu'on a renoncé à mener.

Kintpuash

Paris-Normandie, la suite



LUNDI DE LA SEMAINE DERNIÈRE, il y avait du bruit et du monde près de la station de métro Varenne à Paris. C'était à l'angle de la rue de Grenelle et du boulevard des Invalides. On appelle ça «le quartier des ministères», c'est près des Invalides et de l'ambassade de Pologne (l'ambassade du Chili est un peu plus haut vers la station Ecole-Militaire...).

C'était rempli de journalistes et d'ouvriers du Livre. Banderoles, ballons et moult pétards pour montrer que celles et ceux de Paris-Normandie voulaient prendre langue avec les pouvoirs publics. Plus précisément, le ministre du Travail devait rencontrer le Syndicat national des journalistes (SNJ) et les travailleurs du Livre CGT (Filpac).

En attendant le retour de la délégation, salariées et salariés du Groupe Hersant Média (GHM, c'est-à-dire Paris-Normandie, Le Havre libre, Le Havre presse et Le Progrès de Fécamp) alternaient slogans revendicatifs et musique entraînante pour protester contre le plan social (sic) qui vise à supprimer 112 postes sur 305 (voir *Le Monde libertaire* n° 1663).

Les syndicats réitèrent leur demande de négociations avec la direction du groupe Hersant qui joue la chaise vide. Résultat: jusqu'au 11 avril, où le tribunal se prononcera sur une éventuelle liquidation, il y aura grève chaque lundi à Paris-Normandie!

Donc, dès le lendemain (mardi 20 mars, premier jour du printemps), les quatre quotidiens d'Hersant étaient «absents des kiosques». Solidarité de la presse quotidienne régionale: *Var-matin*, *Nice-matin* et *Corse-matin* (également propriétés du Groupe Hersant Média) ne sont pas sortis des presses. Grève aussi au *Télégramme* de Brest et beaucoup d'arrêts de travail. Voir les syndicats de journalistes et les ouvriers du Livre coude à coude doit surprendre le patronat et les pouvoirs publics. Le temps n'est certes pas à l'estocade mais l'arrêt des divers plans de licenciement serait le premier pas d'une riposte syndicale. Au printemps, il faut prendre ses désirs pour des réalités!

Sitting Bull

Brèves de combat

Libération de nos camarades

Lundi au matin, dans un cadre interprofessionnel, une dizaine de militants – dont des camarades de la CNT – se sont présentés à «Policeemploi» pour proposer aux usagers d'échanger, autour d'un café ou d'un thé, sur les dysfonctionnements de Pôle emploi. La directrice de l'agence a immédiatement appelé la police alors que les camarades venaient demander des explications sur le cas d'un usager. Trois d'entre eux ont été interpellés, non sans brutalités.

Manif anticarcérale de Limoges

La manifestation anticarcérale du 10 octobre 2009 avait été marquée par des violences et des dégradations en centre-ville. Plus de deux ans après les faits, les investigations se poursuivent. Des dizaines de personnes viennent d'être entendues, la semaine dernière, dans les locaux de la PJ de Poitiers par des enquêteurs venus du service central à Nanterre. Les enquêteurs cherchent à vérifier la nature des liens existants entre les personnes convoquées et un certain nombre de militants locaux soupçonnés d'avoir pu participer à la préparation des violences et dégradations commises. À suivre de près dans ce climat de criminalisation sévère du mouvement social.

Rouler plus pour payer moins

De mieux en mieux! Petite phrase de Sarkozy face à la flambée du prix de l'essence: «Je dis aux Français: faites jouer la concurrence, parce que s'il y a un petit malin dans une station-service qui met le litre d'essence à 2 euros, franchement on n'est pas obligé de payer plus cher pour avoir moins bien.» Et on n'est pas obligé de se faire plus bête pour être moins intelligent et réciproquement!

Un an de prison ferme après un vol de 24 euros

Une femme sans-domicile de 37 ans, qui avait commis un vol de produits de toilette à Simply Market à Koenigshoffen (pour une somme de 23,69 euros), a été condamnée à un an de prison ferme. Le tribunal a décerné un mandat de dépôt à la barre, afin que la peine soit exécutée immédiatement. Pauvreté partout, justice nulle part!

Chronique néphrétique

Lettre ouverte au militant qui ne doute pas (II)

JE POURSUIS MA LETTRE avec tes arguments, toi le militant qui n'a pas voulu lire mon exemplaire du *Monde libertaire* puisque je ne voterai pas pour ton candidat. Faut dire que tu t'affichais: badge CGT, autocollant Front de gauche; tu n'as guère apprécié quand je t'ai dit que Mélenchon était un apparatchik. «C'est pas vrai, avant il était militant à l'OCI. Moi aussi j'y étais.» Je n'ai rien répondu, mais instantanément m'est revenu en mémoire un souvenir des années quatre-vingt: lors de la venue de Reagan à Paris pour un G8, l'extrême gauche se mit d'accord – exploit! – pour organiser une manif unitaire l'après-midi. L'OCI (organisation trotskyste qui était devenue PCI puis PT) manifesta seule, le matin... Tu vois, mon camarade, mon expérience politique se construit aussi avec de tels souvenirs... Et l'image que je garde de ces militants est celle de gens froids, cachés, méprisants. Un parfait repoussoir. Et c'est en l'écrivant que j'y pense: ce ton cassant commun à un Mélenchon ou un Jospin, voilà d'où il vient!

Leur passé trotskyste ne les a pas empêchés de mener une carrière d'homme politique au Parti socialiste. Ces militants qui firent de l'entrisme ou tournèrent leur veste, ne se sont pas illustrés par une politique fondamentalement différente de leurs comparses, au gouvernement. Même si le discours et les postures de ton candidat semblent représenter l'opposition nécessaire au capitalisme, j'ai le droit de penser qu'un calcul politicien est à l'origine de ce discours combatif. Électoralement, un pourcentage conséquent de gens critiques du système, sensibles à la misère sociale, sincèrement anticapitalistes, peuvent lui assurer un score honorable et le placer dans le rôle du leader de la gauche de la gauche. Nous avons le droit de n'être pas dupes: il calcule en futurs postes de députés. Ne mélenchons pas les torchons et les soviets.

Tes arguments, mon «camarade», étaient en vrac: «Je ne crois plus au grand soir. Le rapport de force se construit dans les luttes, dans la rue et dans les urnes.» J'y reviendrai ultérieurement.

Finalement, tout ton discours devint une apologie du vote à gauche. Peu importait pour qui – pourquoi pas Arthaud de LO –, il fallait que je vote. Autre argument, pour expliquer la nécessité d'aller voter à gauche:

«Les mairies communistes font une politique bien différente des autres, elles ne se vendent pas à Véolia.»

Bien sûr, les villes PC ont une politique sociale dans plein de domaines, je suis d'accord. On sent la différence dans l'éducation, le logement, les aides sociales...

Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel, ce sont le piston, le copinage, les privilèges. L'essentiel, c'est la confusion d'intérêts entre militantisme, postes d'élus et profession. Tout ce qui est dénoncé chez les autres partis... L'essentiel, c'est le reniement dans les actes des professions de foi affichées.

Pourquoi c'est l'essentiel? Parce que ce qui devait vous différencier des autres, vous lie aux autres.

C'est une minorité, me diras-tu? Prouve-le. Partout où je suis passé, je n'ai vu que cela. Et des élus syndicaux compromis dans des dessous de table ou «paiements en nature» pour défense syndicale dans l'entreprise ou aux prudhommes. Des exceptions? Qui restent en place. Cela suffit pour discréditer l'idée même d'un combat pour d'autres mœurs, d'autres valeurs, d'autres pratiques politiques. Personne n'est à l'abri de telles dérives, aucun parti? D'accord. Mais, tout de même, ne me présente pas ces municipalités comme exemplaires! Car il ne s'agit pas de simples dérives individuelles.

Lorsque le fonctionnement hiérarchisé d'un parti infantilise ses militants, lorsque la ligne politique arrive d'en haut, parce qu'il y a un haut et un bas, tout les prépare à accepter l'inacceptable au quotidien. S'il y a un chef, il y a des privilèges. Ce fonctionnement généralisé, cela donne à grande échelle l'URSS dans toute la puissance de sa bureaucratie parasitaire. Les avantages des chefs les écartent socialement de ceux qu'ils représentaient jadis. Ils ont d'autres intérêts, qui divergent puis s'opposent. Et les privilèges engendrent les trahisons politiques. Le stalinisme est la cristallisation de ces dérives, de ces faveurs, et ces «petits plus» que représentants, délégués, élus s'accordent.

Nos luttes auront un avenir si elles savent imposer l'intégrité. Aucun privilège obtenu grâce à la fonction de représentant. Quelque soit le niveau de responsabilité.

Rodkol

Brèves de combat

Encore un suicide au travail

Après les suicides de deux salariés dur leur lieu de travail en début de mois (à La Poste et à la CPAM), un cadre de l'entreprise Gefco, filiale de PSA, s'est pendu dans un local de la société, à Bordeaux.

Et encore un autre !

Un technicien d'Orange, âgé de 58 ans, s'est tiré une balle dans la tête après avoir évoqué dans une lettre « la responsabilité de l'entreprise dans son geste désespéré », selon la CGT France Télécom. Dans sa lettre, le technicien cite nommément les responsables, des cadres de l'entreprise. Mais un délégué du syndicat explique que c'est une responsabilité globale, un système de management qui l'a poussé à se suicider, évoquant un « climat de suspicion, de défiance ».

Le chômage, toujours le chômage

Une étude de l'Ifop confirme que l'emploi reste la principale préoccupation des personnes sondées (73 %), devant l'éducation (56 %) et la santé (55 %).

Le poste d'assistante sociale du LAP menacé

Une note interne au Rectorat signale que le poste à tiers de temps de l'assistante sociale du Lycée autogéré de Paris (LAP) est menacé dès la rentrée prochaine. L'an dernier, c'est déjà un demi-poste d'enseignant qui avait été supprimé. Visiblement, le rectorat n'apprécie guère les écoles autogérées !

Des médecins contre l'exercice privé à l'hôpital public

Deux cent praticiens hospitaliers exigent la suppression de l'exercice privé au sein de l'hôpital public. « Ces dérives sont régulièrement dénoncées mais de fait tolérées, et par la communauté médicale, incapable d'imposer le respect des règles éthiques, et par l'administration et le pouvoir politique, incapables de faire respecter la loi », affirment les signataires.

Arbetaren



ARBETAREN (L'Ouvrier), l'hebdomadaire de la SAC suédoise, centrale anarcho-syndicaliste, fête ses 90 ans. Si le syndicat autonome SAC (Sveriges Arbetares Centralorganisation) a été créé en 1910, c'est en 1922 qu'il s'est doté d'un journal. Celui-ci a eu des collaborateurs militants, beaucoup d'anonymes, et plusieurs noms prestigieux, comme Stig Dagerman qui lui a donné un poème par jour pendant longtemps. C'est là que Helmut Rüdiger a publié des entretiens avec Camus et des comptes rendus

Actuellement hebdomadaire, *Arbetaren* revient cette année, chaque semaine, sur un épisode de sa publication.

Entre 1940 et 1942, il a été saisi... 22 fois ! C'était la guerre, la Suède était neutre, mais il ne fallait pas trop en faire. Première saisie le 8 mai 1940, pour avoir reproduit un appel de l'Internationale des syndicats des travailleurs des transports (ITF). En 1941 et

1942, plusieurs articles concernant la Finlande et ses rapports douteux avec l'Allemagne nazie ont été censurés. En 1942, c'est des articles contre la guerre qui font saisir l'hebdomadaire. Un des derniers en cause, le 25 septembre 1942, a eu le culot de donner audience à Ilya Ehrenbourg, le romancier soviétique ami de Staline.

Longue vie à *Arbetaren* !

Marianne Enckell

Météo syndicale

AU DÉBUT DU SIÈCLE DERNIER, on parlait d'une crise à la CGT¹. Que faudrait-il dire aujourd'hui ? Avec le taux de syndicalisation le plus bas d'Europe, CFDT, FO, CGT, Sud et autres arrivent-ils vraiment à être au-dessus du niveau de la mer ? Malgré toutes les critiques, même celles des antisindicalistes « pur jus », force est de constater que oui. Pas seulement dans les grèves qui surprennent les touristes... Dans nombre d'autres pays européens, la syndicalisation n'est pas un acte individuel. La cotisation, dans les pays scandinaves par exemple, est prélevée directement sur la fiche de paye. La grève est pratiquement assimilée à un crime. On dira qu'il y a, en France, une tendance qui va dans ce sens, mais ça ne date pas d'hier. De toute façon, on ne liquide pas les syndicalistes comme en Espagne dans les années vingt.

Syndicalisme d'accompagnement ou de revendications, le débat a toujours été là dans le mouvement ouvrier français. Ajuster les deux n'est pas chose aisée mais pour ce faire il faut que le syndicalisme soit indépendant de l'Etat et des partis politiques.

En ce moment, c'est là que le bât blesse. Pour parler d'elle, la CGT ne donne pas de

consignes de vote, mais laisse des secrétaires de syndicats se prononcer pour le candidat de l'union de la gauche. À quoi bon cet effet d'annonce ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que la Charte d'Amiens, « laborieux compromis », est passée aux oubliettes.

Jean Allemane (1843-1935), typographe et communard, fondateur du PSOR (Parti socialiste ouvrier révolutionnaire) puis militant à la SFIO, déclarait : « Je donne priorité absolue au syndicalisme. Pas question de se subordonner à un parti politique. Nous sommes des hommes de terrain. » La leçon du barricadier de 1871 a visiblement été oubliée !

Torrent Impétueux

1. Au début de la CGT, nombre de dirigeants étaient emprisonnés. Des syndicats de la confédération, qualifiés de « réformistes », plaçaient des pions pour prendre le contrôle de l'organisation. Ajoutez à cela le conflit « rampant » avec les Bourses du travail, on aboutira, après la Première Guerre mondiale, à la scission de la CGTU. Mais ceci est une autre histoire...

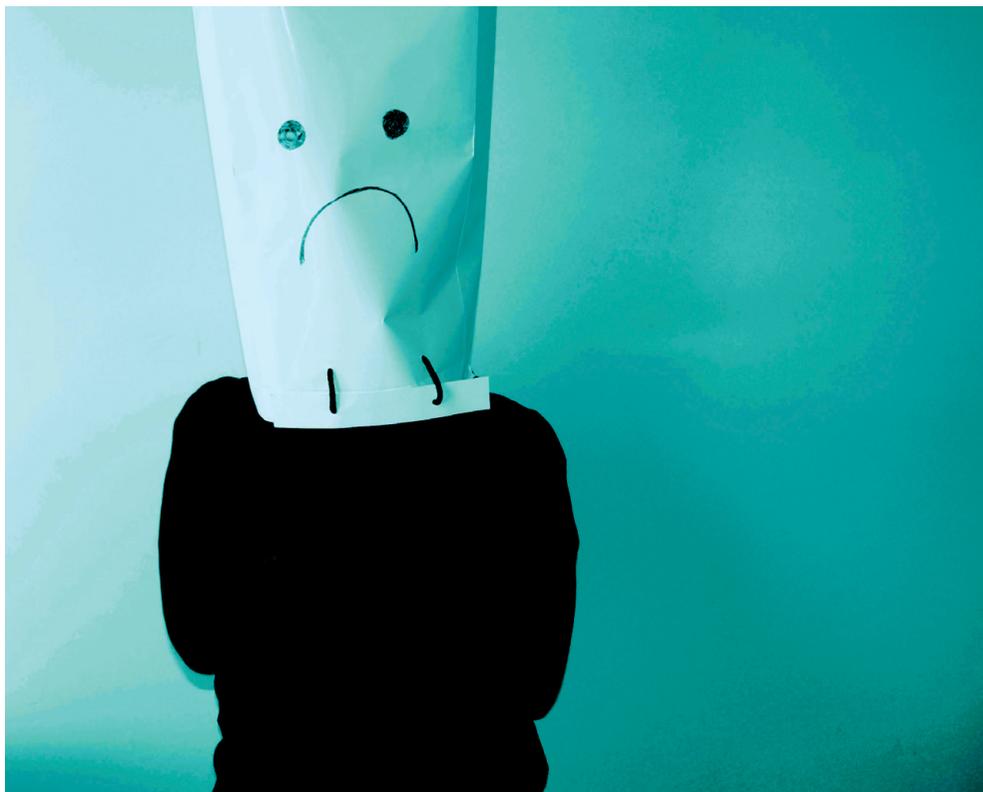
EN QUELQUES JOURS, un type venu de nulle part est parvenu à justifier toute l'inflation sécuritaire qui, avant les tueries de Montauban et de Toulouse, nourrissait encore une certaine défiance de l'opinion publique. Cet homme, qui a désormais acquis la notoriété d'un Khaled Kelkal¹ ou d'un Richard Durn², par son irruption sanglante et inopinée dans l'actualité, a concentré toute l'attention médiatique et recentré, par voie de conséquence, tout le débat politique, à un mois du premier tour de l'élection présidentielle.

Ce qu'il a fait est ignoble, impardonna-ble, et les médias de masse ont été suffisamment prolixes – prolixes jusqu'à l'écoeurement –, pour que nous éprouvions le besoin d'y revenir. Rien ne justifiait l'exécution de sang-froid de sept personnes, adultes et enfants confondus. On se sent une obligation de devoir préciser cette évidence, de peur d'être basculé du côté des assassins. Car, dans le climat actuel, la critique peut vite passer pour une complaisance complice.

Une menace imprécise, et terrible dans son imprécision, s'est incarnée dans le péripète meurtrier d'un jeune homme dont le profil, s'il intéressait les services de police et de renseignement, n'augurait rien, nous dit-on, de ses résolutions finales. Mohammed Merah, en digne, quoique inconscient, adepte du clivage cher à certains de nos édiles politiques, a tracé une ligne de partage qui tient en un mot : fermeté. Et l'estime de chacun dépend de sa position – ou plutôt de sa posture, car les temps électoraux sont, plus que jamais, ceux de la représentation – par rapport à cette « fermeté » qui ira loin, n'en doutons pas.

Déjà, au cours de cet incroyable siège de plus de trente heures, les conversations du café du commerce allaient bon train. Pour bon nombre de « compatriotes », l'affaire était entendue : une rafale pour ce chien, cet assassin de gosses, et sa tête au bout d'une pique. Les armes du Raid sont finalement venues à bout du « forcené » retranché, seul, dans son appartement. Les partisans de la justice expéditive estimeront que c'est trente heures de trop. Les autres se diront qu'en s'y prenant autrement, on aurait pu capturer Merah vivant.

Mais non, on s'y est pris de telle façon que celui qui n'était alors que suspect des tueries, sorte les pieds devant. Merah est ainsi allé rejoindre Kelkal, autre « ennemi public n° 1 » abattu, seul, près d'un arrêt de bus, et Durn, défenestré du quatrième étage de la brigade criminelle, quai des Orfèvres, peu après son arrestation. Chacun est mort avec sa vérité, une vérité qu'il aurait fallu connaître pour comprendre. Mais les morts



ne parlent pas, et les vérités s'édifient en dehors d'eux.

La « vérité » de Mohammed Merah ranime le souvenir de Khaled Kelkal. On n'a pas encore tout entendu, mais ce qui a été dit est d'ores et déjà cousu d'un solide gros fil : l'itinéraire d'un enfant des banlieues tombé dans la petite délinquance et entré, en prison, dans le fondamentalisme islamique comme d'autres entrent dans les ordres. Tous les ingrédients chers à la rhétorique du Front national sont ainsi réunis. Il n'est d'ailleurs pas impossible que le candidat sortant, avec une aile droite regonflée à bloc, remporte l'élection présidentielle au finish après que la gauche ait, comme d'habitude, glissé sur la nappe d'huile sécuritaire.

Mais trêve d'anticipations saugrenues. Pour l'heure, l'affaire Merah ouvre la voie aux propositions politiques, et il est clair qu'elle permettra de réactiver, comme en 1995, un Plan Vigipirate dont le principal effet consiste à relativiser la valeur et l'étendue des libertés publiques.

Mais qui saura la part de désespoir qui a changé un gosse d'une vingtaine d'années en machine à tuer ? Fruit d'une époque dépourvue de pitié et de justice, où la richesse est volée à ceux qui la produisent, où la protection ne vaut que pour les voleurs patentés, le désespoir pourrit le cœur de millions de perdants et fera se lever d'autres Kelkal, d'autres Durn, d'autres Merah. Qu'ils aient perdu leur jeunesse en prison – triste couveuse de dés-

espérés –, que leur esprit se soit asséché dans les déserts de béton au pourtour des villes opulentes, que leurs illusions aient lentement disparu au contact des professionnels de la politique...

Nous maudissons cette époque parce que nous savons la part de désespoir qu'elle sème et les moissons funestes qu'elle prépare pour l'humanité. Cette prise de conscience nous a conduit à la révolte, à la confrontation avec ce système producteur de misères, à la solidarité dans cette lutte opiniâtre. Notre révolte est une exaltation de la vie. Et c'est la seule qui vaille.

Stéphane

*Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste*

1. Khaled Kelkal, membre du GIA, fut impliqué dans la vague d'attentats commis en France, et notamment à Paris, au milieu des années 1990. La chronique judiciaire a retenu de son parcours de jeunesse un séjour de quatre ans en prison, au cours duquel il aurait eu ses premiers contacts avec le milieu islamiste radical.

2. Richard Durn était un militant écologiste et membre de la Ligue des droits de l'homme. Dans la nuit du 26 au 27 mars 2002, présent lors d'une séance tardive du conseil municipal de Nanterre, il se lève et tire en direction des élus. Bilan : huit morts et dix-neuf blessés.

Front de gauche et *tutti frutti* La nostalgie, camarades !

Avec JEAN-LUC MÉLENCHON et son Front de gauche, nous assistons à un retour sur la scène politique d'une gauche rouge foncé, et qui est la surprise du moment. Cela dit, il faut se méfier des surprises : le NPA a déjà fait les frais des prétendues intentions de vote à son égard, il y a cinq ans... Et tous les journalistes nous jureraient que le sujet sécuritaire serait LE sujet de ces élections...

Politiquement, le Front de gauche a réussi à effacer un Parti communiste qui n'existait plus, et à rassembler des groupements hétéroclites qui fleurent bon l'époque où les Marx brothers dominaient le haut du pavé : communistes orthodoxes et hétérodoxes, socialistes et trostkystes en rupture de ban, maoïstes (!), et quelques écologistes et décroissants, syndicalistes ou associatifs. Cette alliance constitue l'occasion, pour un tribun qui laisse sans voix les formations NPA et LO, de revenir sur des conceptions classiques pour ces courants d'idées.

Feuilletez la brochure *L'humain d'abord* : tout y est, et même le reste ! Et que je te régularise les sans-papiers, que je t'abroge des lois dégueulasses, que je combat le patriarcat, que j'interdis les sectes, que je crée des régies pour lutter contre l'omnipotence des sociétés privées, et que j'augmente le Smic à 1 700 euros, que je réquisitionne les logements et que je te plafonne les loyers, et que je te réquisitionne des entreprises, et... un vrai catalogue.

Alors, évidemment, moi, quand quelqu'un s'en prend à la femme dont le seul prénom me donne la nausée (je suis sujet au



mal de mer), alors que tous les autres ténors font les morts quand ils ne la courtisent pas, ça a tendance à me contenter. M'enfin, bon. Je suis bien obligé de réfléchir un peu à ces conceptions, ces paroles, ces postures... de ce tribun. Parce qu'enfin, les grands rassemblements où l'on applaudit un homme à poigne, un leader d'opinion... ça me fait penser que ça ne va pas dans le sens de l'autonomie individuelle. Une gauche qui fait encore et toujours appel à l'Etat pour mettre en place ses réformes et faire reculer les capi-

talistes, ça ne va pas dans le sens d'un autre futur en rupture avec ce qui s'est déjà expérimenté bien des fois, dans le passé. Une organisation qui penche sévèrement vers le culte de la nation, décidemment, j'ai du mal à m'y faire. Une gauche, enfin, qui met la barre haut pour contrer le capitalisme, mais qui ne veut pas l'abolir (« taxer les profits », ce n'est pas socialiser les outils de travail), et qui ne pose pas la question du rapport de force dans un contexte d'expropriation des capitalistes, me fait penser que cet admirateur de Mitterrand n'est peut-être que la répétition d'une histoire récente qui a déjà fait son procès au communisme d'Etat.

Mais le meilleur moyen de limiter cette résurgence de la gauche souverainiste et étatique, c'est encore de relever le gant et de se mettre en position de progresser dans les luttes et dans les esprits. Car la candidature Mélenchon nous montre aussi qu'il existe une foule de gens qui se battent et cherchent des voies pour sortir du no future du capitalisme. Notre responsabilité est donc engagée puisque nous n'avons pas construit l'alternative aux gauches de gouvernement. Le socialisme libertaire, c'est ça qui est nouveau et qui devrait nous lancer à l'assaut des montagnes ! Alors, qu'est ce que j'vous sers ? un coup de rouge ou un petit noir ?

Daniel

Gruppe Gard Vaucluse
de la Fédération anarchiste

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



***Le Monde libertaire* dénigré**

Des ravages médiatiques sur l'égoïsme d'un esprit autrefois salutaire

Après la publication de l'article (ou droit de réponse) de Lou Marin au sujet du dernier livre de Michel Onfray, le Comité de rédaction du Monde libertaire ne souhaitait pas poursuivre la polémique, jugeant qu'il y avait une actualité plus importante à traiter. Toutefois, les récentes déclarations télévisées du « dernier nouveau philosophe » à propos de notre hebdomadaire ne peuvent nous laisser indifférents. C'est pourquoi nous publions l'article ci-dessous, de notre camarade Marc Silberstein, ancien mandaté au Comité de rédaction du Monde libertaire.

Le CRML

Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

SAMEDI 17 MARS, dans l'émission On n'est pas couché, sur France 2, déversoir de toutes les rengaines pseudo-intellectuelles du moment, dérisoire cénacle composé de propagandistes de cour ou d'histrions épatant la galerie, de journalistes dégoulinants de morgue, de savants factices, voire frauduleux, d'essayistes à la mode, de politicards en mission, ou de punching-balls offerts aux ego carnassiers de ceux qui ont le pouvoir de dire ce qui est bien et ce qui mal (en politique, en littérature, en musique, en sciences, en économie, en droit du travail, que sais-je encore), samedi soir donc, deux auteurs promus par les médias audiovisuels étaient invités pour offrir au peuple les fruits incomparables de leurs cogitations : le raciste et phalocrate Éric Zemmour, pour le recueil de ses chroniques matinales sur RTL, et Michel Onfray, pour sa biographie d'Albert Camus.

L'homme tout de noir vêtu allait rentrer dans le chou de l'homme au verbe haineux et rance, espéré-je. Ça va saigner, anticipé-je avec entrain. Zemmour qui pense que les dealers sont nécessairement noirs ou arabes, qui est passé devant un tribunal pour de tels propos, qui accompagne l'aile droite de l'UMP pour la conseiller, lui qui encore récemment, dans une de ses chroniques quotidiennes sur RTL, affirme avec jubilation et un aplomb sans bornes que l'abolition du mot « race » dans la Constitution est une idiotie¹. Lui encore qui s'inquiète que les femmes osent sortir de leur cuisine et s'indigne que des parents puissent s'abaisser à affubler leurs enfants de prénoms métèques. Eh bien, gourmandé-je, ce Zemmour-là – ce

Maurras de sous-préfecture –, Onfray va lui apprendre ce que veut dire philosopher « anarchiquement », il va le ridiculiser, ce petit contremaître de la rectitude de la France éternelle...

Il n'en fut rien. La télévision posséderait-elle inéluctablement cette propriété émoulinante qui rend docile tout vendeur de livres, incapable même d'un affrontement à fleurets mouchetés? Pas un mot pour signifier un antagonisme radical, les regards complaisants et les sourires affables de gens de lettres tenant salon télévisuel, de courtois « Michel » de la part de Zemmour qui, lui non plus, n'eut pas un mot agressif à l'encontre d'Onfray (pour autant censé représenter à peu près tout ce qu'il exècre), allant même jusqu'à fréquemment dodeliner du chef pour montrer son approbation du récit de la vie de Camus brossé par Onfray, lequel, tapant à bras raccourcis sur les cocos² et BHL, ne peut que réjouir Zemmour. Et Onfray de rendre hommage à son alter ego (je cite – l'émission est visible sur Dailymotion, ces propos sont vérifiables) : « Moi, j'aime bien l'homme parce que c'est un homme libre. [...] C'est un homme sans catéchisme. [...] Je ne souscris pas à tout, bien sûr. [...] Si on est sincère, on est obligé de le dire : c'est un homme libre, et les paroles libres, elles sont rares. [...] Il ne méprise pas les gens [sic!!!], il a des arguments³ [...], si on n'est pas d'accord, il est courtois, il est poli [...], il a de la culture, il a du savoir, des lettres, il connaît bien l'histoire⁴ et c'est intéressant de débattre avec lui. » Ah oui, c'est vrai, dans la conception la plus benoîte (faussement benoîte? benoîte 16 ?) de la praxis libertaire, on trouve en son noyau cette douteuse vénération de la liberté.





En son nom, que de conneries proférées... Mais, me rétorquera-t-on, ce n'est pas si important tout cela : certes, la bienséance a primé la virulence militante, certes il s'agit là de quelques accommodements avec nos idées-forces, mais du moment que les idées passent (à savoir : Camus), tout va bien, braves gens. Pour une fois qu'on entend le mot « libertaire » à la télé (« anarchi(sm)e » restant, lui, systématiquement assimilé à la violence, au désordre, aux émeutes), pour une fois qu'on le voit incarné par un auteur à succès, devant des centaines de milliers de spectateurs, quelle promotion pour nos idées et notre lutte, mon bon monsieur.

Cependant, la gêne ressentie s'amplifie quand l'histoire que je rapporte ici se termine de la sorte, quand ces deux hommes « libres », en ce sens si mondain du terme, se rencontrent et se savourent l'un l'autre, et que, paradoxe des paradoxes, ce n'est pas le plumitif du *Figaro Magazine* qui agresse *Le Monde libertaire*, mais le chevalier noir de « l'ordre libertaire ». En marge de cet étrange ballet de pions télévisuels, surgit, inattendu, le mot de trop de la part d'Onfray, le coup de Jarnac, la lame rouillée et émoussée pour faire mal. La victime de son ressentiment : *Le Monde libertaire* ! La phrase est rapide, au fil d'une longue et détaillée réprobation du sartrisme français ; elle est incompréhensible pour toutes les personnes présentes sur le plateau et sans doute pour la plupart des téléspectateurs ; toutefois, elle est sciemment prononcée, à dessein, dût-elle n'avoir pour seule finalité que le plaisir égotique de son auteur. L'attaque contre le sartrisme, ridicule protubérance sur la face de l'intelligentsia française, et contre ses porte-parole, au premier rang desquels BHL, est cinglante, roborative même, en un temps d'atonie et de conformisme philosophiques. Elle est juste et justifiée. Onfray fait alors son travail de philosophe critique. Puis vient le moment fatal : « Libé et *Le Monde* sont sartriens. *Le Monde libertaire* est sartrien. » Quelques mots rapides, mais que je perçois bien évidemment avec une particulière acuité. Pas d'explication, pas de justification. Si être sartrien, c'est être hostile à Camus – il faut bien évidemment l'entendre ainsi dans ce contexte –, alors par quelle opération bourbeuse de l'esprit en vient-on à qualifier ainsi notre journal ? Ici, l'absurde le dispute au malveillant. Un peu comme dans le cas des politiciens qu'Onfray adore avant de les conspuer, au gré de ses erratiques inclinations.

Le Monde libertaire est-il exempt de défauts ? Bien sûr que non. Est-il interdit de le critiquer ? Bien sûr que non. Personnellement, je ne m'en prive pas, in petto ou avec quelques amis de la Fédération anarchiste. Par exemple, ces analyses qui n'en sont pas et qui enquillent rituellement slogans éculés ou vaines incantations, on connaît ; ça m'ennuie, j'en bâille... et parfois je fulmine. Mais être critique de sa propre activité, c'est ce



qu'on doit faire quand on apprécie un outil de propagande comme l'est *Le Monde libertaire* et qu'on souhaite qu'il s'améliore grâce aux efforts de tous, surtout quand au fil des ans on y a consacré des centaines d'heures de travail. Mais Onfray n'en a cure, en mettant dans le même sac d'une part des journaux nantis de rédactions fortes de centaines de professionnels, financés par des industriels, distillant une information généralement au service des pouvoirs et, d'autre part, notre hebdomadaire si évidemment en tous points aux antipodes de ces publications. Un article récent du *Monde libertaire* (n° 1658) est probablement la cause de cette vengeance de bas étage, un article reprochant aux 600 pages du livre qu'Onfray consacre à Camus des « oublis », des dissimulations de sources et de travaux antérieurs, un article faisant le constat nécessairement amer qu'Onfray occulte tout un pan de l'historiographie camusienne issue des rangs d'auteurs anarchistes. Alors oui, comme il y a eu crime de lèse-Onfray, il faut bien que celui par qui Camus peut encore donner de la voix en une société où il serait rendu muet par des quarterons de sartriens, y compris dans la presse anarchiste, châtie les manants qui ont osé le sermonner, et c'est ainsi que *Le Monde libertaire* est devenu un journal sartrien. CQFD.

Vu de cette lucarne, l'anarchisme « à la française » (ou faudrait-il dire le « libertairianisme » ?), serait-ce uniquement cela, de stériles affrontements ornés d'odes aux ancêtres, des anathèmes à peine audibles

pour qui n'est pas inscrit dans cette histoire parfois torve, des esquives quasi systématiques face aux enjeux cruciaux de notre temps, en un mot un fantomatique espoir de conserver encore vivace un projet révolutionnaire ?

M. S.

1. Parmi les obsessions de Zemmour, la race donc, déjà en 2008 : « [...] Noirs et Blancs appartient à deux races différentes et que cette différence est faite par la couleur de la peau, sans pour autant les hiérarchiser. [...] Mélanésiens et Antillais sont de la même race. [...] S'il n'y a pas de race, il n'y a pas de métissage. [...] À la sacralisation des races, de la période nazie et précédente, a succédé la négation des races. Et c'est d'après moi, aussi ridicule l'une que l'autre » (Arte, émission Paris/Berlin, 13 novembre 2008). Quant à son billet radiophonique du 12 mars 2012, après des considérations toutes plus crasseuses les unes que les autres, il termine sur ce sophisme : « S'il n'y a plus de races, comment interdire les discriminations selon les races, il n'y aura plus de racistes puisqu'il n'y aura plus de races. Les lois punissant les diffamations raciales, les incitations à la discrimination raciale n'auront plus de fondements juridiques. Du chômage en perspective pour les associations antiracistes. Un drame social de plus... »

2. Le sartrisme, philosophie absconce et inutile, a prospéré notamment aux abords du PCF et dans une partie de l'extrême gauche.

3. Voir note 1.

4. Alors qu'il n'est, pour qui sait voir, que l'expression hautaine et sophistiquée de la « beauferie » ordinaire telle qu'elle se dessine dans l'article de Maurice Rajsfus ci-après.

La France prend l'eau de Vichy

Maurice Rajsfus

PARDON DE ME CITER. Dans mon livre *Aphorismes subversifs et réflexions sulfureuses*¹, je me permettais de persifler lourdement, en évoquant la France profonde: « Tant va la cruche à l'eau de Vichy qu'à la fin elle s'y habitue! » C'était en 1999, sous la gauche façon Jospin, et les mauvaises manières avaient déjà force de loi. Sans doute pour ne pas laisser le terrain libre à une droite revancharde, désireuse de reconquérir le Château.

Nous vivons au pays des droits de l'homme. C'est bien connu. Notre Constitution en fait foi. Alors, ne surtout pas dire que notre belle démocratie prend l'eau de toutes parts. Particulièrement, dans le domaine social, singulièrement réduit en charpie depuis quelques années. Expliquer que la République une et indivisible ressemble de plus en plus à l'État de Vichy, dirigé par l'équipe Pétain/Laval, peut conduire l'insolent devant les tribunaux, pour diffamation. Et pourtant... Si, à Vichy, on prônait le retour à la terre, il en va de façon caricaturale avec la valeur travail, proclamée depuis l'Élysée, centre de la liberté réduite, de l'égalité égarée et de la fraternité bafouée. On célèbre la valeur travail alors que, dans le même temps, il n'y a jamais eu autant de chômeurs et de précaires dans ce beau pays de France qui prétend donner des leçons au monde entier. Le mode de gouvernement est de plus en plus rigide, et les prisons d'autant plus encombrées que l'on ne cesse de célébrer le culte de la victime. Au sommet de la pyramide du pouvoir, le Chef prétend être l'Élu du peuple, alors qu'il est surtout l'émanation d'un «populo» ayant perdu ses pères.

L'Étranger... voilà l'ennemi!

Depuis le début des années trente, avec le court intermède du Front populaire, la stigmatisation de l'étranger allait s'imposer comme mode de gouvernement. Tout au long de ces années, les expulsions de travailleurs étrangers ne feront que se multiplier. Le summum de cette politique du rejet culminant avec les décrets-lois mis au point par le gouvernement d'Édouard Daladier, le 2 mai 1938. Dans ces textes xénophobes, il y aura, entre autres mesures, l'instauration de quotas de travailleurs étrangers. Parallèlement, la chasse était ouverte contre ceux qui se permettaient de venir manger – sans y avoir été

invités explicitement – le bon pain blanc des Français.

Renforcés en novembre 1938, ces décrets-lois scélérats envisageaient même, très explicitement, l'internement dans des camps de concentration. Le premier de ces centres de loisirs républicains étant situés à Rieucros, dans l'Ariège. Très près de cette frontière d'Espagne où la victoire de Franco se précisait de jour en jour. La prochaine défaite de la révolution espagnole était durement ressentie par les centaines de milliers de travailleurs étrangers vivant en France, parmi lesquels nombreux s'étaient engagés dans le combat contre le fascisme. Ceux qui en reviendront seront placés sous la surveillance étroite de la police grâce aux fichiers réalisés depuis la constitution des Brigades internationales.

Après la défaite de 1940 et l'arrivée au pouvoir, à Vichy, d'un gouvernement à la solde des nazis, la marginalisation des étrangers sera de plus en plus à l'ordre du jour. Les mesures déjà prises par un gouvernement républicain avaient préparé de durs lendemains.

Dès l'arrivée de Pierre Laval aux manettes, le 10 juillet 1940, la politique du gouvernement sera délibérément xénophobe, prenant la suite, en les aggravant, des décrets-lois Daladier. La première offensive, très visible, contre les parias habituels se manifestera, le 27 septembre 1940, par une loi « relative à la situation des étrangers en surnombre dans l'économie nationale ». Il n'est pas inintéressant de rappeler que ce texte, rédigé sous la houlette de Pétain, était contresigné par le secrétaire d'État au travail: le renégat René Belin, ancien dirigeant de la CGT.

Une loi qui pourrait être d'actualité

Examinons les principaux articles de cette loi qui ne pouvait que conforter les associations d'anciens combattants, ainsi que cette inévitable masse qui « ne faisait pas de politique », tout en s'extasiant devant la fière figure du vainqueur de Verdun. En ce mois de septembre 1940, on commençait à souffrir des restrictions mais la perspective de se séparer des étrangers ne pouvait que satisfaire les crétins, et les consoler de la récente défaite des armées françaises. Désormais, l'ennemi héréditaire était représenté par ces hordes métèques que l'on avait laissé envahir la

France. Quelques extraits de cette loi du 27 septembre 1940 sont particulièrement significatifs, et nous renvoient à cette immigration 2012 qui serait à l'origine des difficultés économiques de la France.

« Article I. Les étrangers de sexe masculin, âgés de plus de dix-huit ans et de moins de cinquante-cinq ans pourront, aussi longtemps que les circonstances l'exigeront, être rassemblés dans des groupements d'étrangers, s'ils sont en surnombre dans l'économie nationale, et si ayant cherché refuge en France, ils se trouvent dans l'impossibilité de regagner leur pays d'origine. Sous réserve des formalités réglementaires, ils conservent la faculté d'émigrer dans un pays étranger.

Article II. Les groupements d'étrangers sont placés sous l'autorité du ministre de la Production industrielle et du Travail, qui fixe les règles de leur emploi et les met, s'il y a lieu, à la disposition d'employeurs.

Article III. Le ministre de l'Intérieur qui pourra – à cet égard – déléguer ses pouvoirs aux préfets, désignera les étrangers appelés à faire partie des groupements définis à l'article I.

Article IV. Les étrangers affectés à ces groupes ne percevront aucun salaire. Ils pourront recevoir, éventuellement, une prime de rendement. Leurs familles bénéficieront d'allocations, dans des conditions qui seront fixées par décret [...]. »

Rapidement, après que cette loi avait été décrétée, plusieurs dizaines de ces camps de travail devaient être édifiés dans la zone non occupée, que les bons esprits s'obstinaient à qualifier de « France Libre ». Les quelque 40 000 étrangers indésirables, désormais enfermés, sous la haute surveillance de pandores haineux, allaient faire partie de ces Groupements de travailleurs étrangers (GTE) et livrés au travail quasi forcé. Comme il convenait d'être performant, dans la France de Vichy, et avant que les autorités nazies ne l'aient demandé, le « tri » était effectué, au sein de ces groupes d'exclus, pour y repérer les Juifs étrangers, qui seront regroupés – ne riez pas – au sein de compagnies dites « palestiniennes ». Ces derniers feront partie, deux ans plus tard, des convois expédiés au camp de Drancy, avant d'être déportés vers les camps de la mort.

Les vieux réflexes xénophobes sont loin d'avoir disparu

Fort heureusement, les situations ne sont plus les mêmes. À l'automne 1940, les nazis inspièrent les lois de Vichy, servilement appliquées par des fonctionnaires désireux



de se distinguer. Il est donc nécessaire de noter qu'en 2012, la France n'est pas sous la botte hitlérienne. Ce qui n'empêche pas nos gouvernants de retrouver les vieux réflexes xénophobes et racistes, pour ne pas laisser le champ libre aux humanistes du Front national. Avec ce refrain bien connu : il faut réserver le travail aux vrais Français de France. Il en va de même pour les étudiants étrangers, priés rudement de quitter le territoire national au terme de leur cursus universitaire. Le doux Claude Guéant étant chargé de faire place nette.

En 1940, on enfermait les « métèques ». En 2012, on les expulse ! Dans l'un et l'autre cas, la volonté de marginaliser, puis d'exclure, dicte le comportement de « nationaux » qui ne cessent de faire de la surenchère pour faire le ménage au pays qui

se flattaient, jadis, d'être le champion du droit d'asile. En 2012, comme en 1940, la politique du chiffre doit convaincre les bons Français que la France doit se protéger des hordes étrangères. C'est ainsi qu'en décembre 2011, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, annonçait triomphalement que 33 000 sans-papiers avaient été délogés du sol sacré de la patrie. Rien n'aurait donc changé. Grave erreur. En septembre 1940, il était prévu d'interner des hommes. Pas les femmes et les enfants, comme cela se pratique tranquillement dans les centres de rétention de la République ; malgré la condamnation morale de la Cour européenne des droits de l'homme, horrifiée de telles pratiques. Qu'importe, Nicolas Sarkozy reste droit dans ses bottes, persuadé d'agir

fortement pour le plus grand bien des beaux qui peuplent ce pays.

Au-delà, le regroupement des familles est remis en cause. Cela contrairement à toutes les valeurs humanistes dont se revendiquent le président de la République et ses séides. Il va de soi que lorsque l'Étranger est considéré comme un ennemi possible – une taupe potentielle, finalement –, on ne va pas lui faire la moindre concession, en lui permettant de faire venir sa femme en France. Surtout si elle n'arrive pas à s'exprimer convenablement dans la langue du pays de l'ancien colonisateur. Et puis, pourquoi ne pas exiger des travailleurs immigrés qu'ils connaissent les articles de la Constitution et les couplets de *La Marseillaise*, en prime ? Il n'est pas encore question de doter d'un signe distinctif ceux qui ont l'audace de n'avoir pas la peau colorée, bien que venus de loin. Il faut faire confiance à nos xénophobes, mâtinés de racisme impénitent, pour trouver une solution à ce vide répressif.

Il est bien évident que le régime de Vichy fait partie du passé, et plus encore l'affreux souvenir de l'occupation nazie. Est-ce une raison pour se féliciter lourdement que les tourments actuellement réservés aux Étrangers ne soient pas de même nature et que l'on n'assassine plus, ne serait-ce que par destination ? Mais le bon peuple feint ignorer qu'il est saoulé à l'eau de Vichy. L'œil fixé sur la ligne bleue des Vosges, on l'a persuadé que nos difficultés proviennent de la présence de trop d'étrangers dans le pays. Comme l'a souhaité récemment celui qui règne à l'Élysée, il faudrait réduire les droits sociaux des Étrangers, ce qui ne pourrait que satisfaire les soudards du Front national, toujours nostalgiques du régime de Vichy... **M. R.**

P.-S. Quel que soit le tueur qui a opéré à Montauban et à Toulouse, ces derniers jours, qu'il s'agisse d'un islamiste ou d'un raciste bien français, conscient de ses actes, comment ne pas s'interroger sur les retombées possibles de la surenchère xénophobe – et raciste – à laquelle se sont livrés l'UMP et le Front national, au cours de ces dernières semaines. La stigmatisation de l'étranger (bronzé), conduite au travers du débat sur la viande halal, mais surtout avec la volonté de rendre la France plus blanche, n'est pas étrangère au passage à l'acte de l'assassin. Suite au drame qui vient de frapper plusieurs familles, il y aurait eu la manifestation d'un semblant d'unité nationale, mais les mauvaises manières sont loin d'avoir disparu. Le feu du nationalisme imbécile et pervers n'est pas encore éteint.



1. Aux éditions Paris Méditerranée, 1999. (Ndr.)

Andalousie

Terre et liberté au programme

Occupation de la Finca Somonte



Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

LE SOC-SAT¹ SE RAPPELLE à notre souvenir. Nous avons déjà eu l'occasion de vous parler à plusieurs reprises de ce syndicat dans *Le Monde libertaire*². Rappelons quand même son origine : créé en 1976, un an après la mort de Franco, avec au départ des liens avec le Parti du travail d'Espagne (maoïste), il va adopter une pratique d'action directe qui l'a rapidement rattaché à la tradition anarchiste des paysans andalous. Son opposition aux élections syndicales n'est pas une opposition de principe comme celle d'une partie du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol (CNT), mais un rejet des élections syndicales sous leur forme actuelle. Le SOC développe aussi une thématique indépendantiste andalouse mais en s'inscrivant dans un combat internationaliste (nombreux contacts avec des organisations alternatives hors d'Espagne, par exemple en France avec la communauté de Longo Maï dans les Alpes de Haute-Provence). Il s'adresse principalement aux journaliers et ouvriers agricoles ; son programme de réforme agraire voté à son troisième congrès (1983) précisait : « Notre philosophie peut se résumer de la façon suivante : la terre, comme l'air et l'eau, est un don de la nature que personne ne peut s'approprier pour son profit individuel ou pour son enrichissement privé. La terre est un bien public, pro-

priété du peuple, qui doit être à l'usage et à la jouissance de ceux qui y vivent et qui la travaillent. Si alors la terre n'est à personne, la propriété de la terre est un vol. C'est pour cela que nous demandons l'expropriation sans indemnisation. » Ses militants se sont largement investis dans la défense des travailleurs saisonniers immigrés de la région d'Almería (principalement marocains, d'Afrique subsaharienne, voire d'Europe de l'Est). Ils ne se bornent pas à « négocier », mais n'hésitent pas à avoir régulièrement recours à l'action directe.

Ils le démontrent une fois de plus : le 4 mars, cinq cents d'entre eux ont envahi la finca (propriété agricole) Somonte de Palma del Río (province de Cordoue). Ce domaine de 400 hectares fait partie d'un ensemble de 20 000 hectares appartenant à la Junta de Andalucía (gouvernement autonome d'Andalousie). Laquelle Junta, actuellement dirigée par les socialistes, avait prévu de vendre aux enchères ces 20 000 hectares. Palma del Río comptant 1 700 chômeurs, on se demande qui aurait bien pu acheter le moindre hectare ?

Une délégation du SOC, accompagnée d'un millier d'adhérents, s'est déjà rendue deux fois à Séville, au département de l'Agriculture, pour demander l'annulation de cette vente aux enchères. Pas de réponse



pour le moment ; à l'heure où paraîtra cet article, de nouvelles élections auront eu lieu pour désigner le nouveau gouvernement andalou (25 mars). Mais en attendant, pour les ouvriers agricoles le problème est simple : «*La terre est un droit du peuple, pas une marchandise.*»

Donc occupation et installation dans la finca de journaliers qui ont immédiatement commencé à travailler la terre, aidés par d'autres ouvriers agricoles venus les rejoindre de toute la région. Premier objectif : l'autoconsommation et le ravitaillement de la commune. À noter que le travail s'effectue manuellement sans avoir recours aux méthodes de l'agriculture intensive. Les uns ont fourni les outils, les autres les semences, les plants...

Des habitations ont été aménagées pour loger celles et ceux qui occupent. À cet effet un électricien et un plombier du village ont proposé bénévolement leurs services. La communauté a commencé immédiatement à fonctionner de manière collective : assemblée générale quotidienne pour les prises de décisions et le fonctionnement des différentes commissions créées (repas, nettoyage, communication avec les médias, logistique, organisation du travail de la terre, etc.).

Second objectif : créer à terme une coopérative non de salariés, mais de «résistance» pour assurer les besoins de ceux qui dans la région sont frappés par la crise. Du

coup les soutiens affluent : syndicats, écologistes, associations pour une agriculture bio, et même certains groupes urbains...

Déjà après la mort de Franco en 1975, puis avec sa légalisation un an après, le SOC avait lancé les premières occupations de terres depuis la Guerre civile. En 1985, à la suite d'autres occupations de terres, la répression avait été brutale et des centaines de journaliers avaient été inculpés et déférés devant les tribunaux. Pour les aider, une campagne de solidarité internationale avait été lancée. C'est le Comité européen de défense des réfugiés et immigrés (Cedri), précurseur du Forum civique européen, créé surtout par Longo Mai, qui a mené cette campagne³.

Pour le moment, les autorités ne réagissent pas, en raison toujours des prochaines élections régionales du 25 mars : les socialistes ne veulent pas faire trop de vagues, le risque de perdre une des rares régions qu'ils gouvernent encore est trop grand.

Nous l'avons déjà évoqué dans *Le Monde libertaire*, dans une Espagne durement frappée par la crise, toutes les solutions à caractère collectiviste suscitent l'intérêt de la population : les expulsions orchestrées par les banques pour non-paiement des traites a engendré de nombreuses occupations d'immeubles désaffectés, à la campagne ce sont les terres abandonnées qui sont occupées et de nouveau cultivées par des journaliers agricoles⁴. Etc. Il flotte comme un

parfum de collectivisation. Les occupants de la finca Somonte l'ont bien compris, eux qui affirment dans leur premier communiqué du 4 mars 2012 : «*Cette action devrait être le début de la révolution agraire qui, en cette période de chômage, de pénurie et d'escroquerie néolibérale, nous manque tant. Aujourd'hui, toute alternative pour survivre avec dignité doit passer par la lutte pour la terre, l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire...*»

R. P.

1. SOC : Syndicat des ouvriers agricoles ; SAT : Syndicat andalou des travailleurs. (Les deux syndicats ont fusionné.)

2. Voir notamment les *Monde libertaire* n° 1633 et 1635.

3. Nicholas Bell pour le Forum civique européen.

4. Pour plus d'information, on peut consulter : lavoiedujaguar.net/Tierra-y-libertad-en-Andalousie (en français), ou sindicatoandaluz.org (en espagnol).

La démocratie industrielle

École de l'anarchie et anarchisme accompli

« Les plus belles histoires commencent toujours par des naufrages. »
Jack London

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

LA DÉMOCRATIE INDUSTRIELLE est à la fois l'aboutissement de la réappropriation des moyens de production par les travailleurs et le processus qui, progressivement, y conduit. Cette vieille idée de réappropriation ouvrière, découlant de l'expropriation de la bourgeoisie, est le cœur même du socialisme révolutionnaire. Mieux : reposant à la fois sur le principe de liberté – la libre gestion collective – et sur celui d'égalité – la participation de tout un chacun à cette gestion, sans autre condition que celle d'être un travailleur –, la démocratie industrielle incarne le but – et l'un des outils – d'une révolution sociale libertaire. À l'heure où les projets de coopérative ouvrière de production (scop) font la une des médias – rappelons, à ce titre, les récents mouvements sociaux à Unilever et à la SNCM – et où les occupations de terres, suivies de collectivisation paysanne, surgissent de part le monde – du Chiapas à, tout récemment, l'Andalousie – il n'est pas inutile de rouvrir la discussion sur le concept, vague et souvent galvaudé, de démocratie industrielle.

La démocratie représentative d'entreprise : un pas vers la démocratie industrielle ?

Par « démocratie représentative d'entreprise », je désigne le système, propre au monde du travail, par lequel les salariés peuvent s'impliquer dans la vie de leur boîte (du moins en théorie). Principalement organisé autour des institutions dites « représentatives du personnel » – Comité d'entreprise (CE), Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), délégués du personnel, délégués syndicaux –, le fait d'y participer a toujours fait débat au sein d'un milieu libertaire partagé entre, d'un côté, des anarcho-syndicalistes « orthodoxes » et, de l'autre, les partisans d'un anarcho-syndicalisme plus pragmatique, soucieux d'évoluer avec les réalités de la société et, plus particulièrement, du monde

du travail (position dans laquelle, pour ma part, je me retrouve tout à fait).

En mettant en place et en investissant ce système, il semble certain que le but premier du gouvernement, du pouvoir économique (patronat et actionnariat) et des dirigeants des grandes centrales syndicales réformistes est de noyer le syndicalisme de combat dans les flots – au demeurant très apaisés... – de la cogestion. Néanmoins, il serait à nouveau quelque peu hâtif de vouer aux gémonies l'ensemble des institutions représentatives du personnel. Dans des mains syndicalistes honnêtes et réellement désireuses de mener la lutte des classes du côté des travailleurs, elles peuvent se révéler d'excellents outils de combat pour parvenir, au quotidien, à arracher et à défendre de véritables acquis. C'est le cas, notamment, du CHSCT, qui, utilisé à bon escient, peut très vite devenir la bête noire de la direction d'une entreprise. Idem pour la délégation du personnel et la délégation syndicale.

En intégrant ces institutions représentatives, nous nous projetons dans la vie administrative, gestionnaire, de notre entreprise. Au cours de son mandat, un élu du personnel honnête et consciencieux (autrement dit fidèle à sa classe) est amené à en apprendre beaucoup sur son travail et sa boîte, sur tout ce qui va au-delà de sa fonction de base dans l'entreprise (celle pour laquelle il a été, à l'origine, employé). Bien entendu, cette compréhension reste toujours limitée, tout comme l'emprise réelle sur la conduite de la boîte. Bien des bâtons lui sont régulièrement mis dans les roues, et ce d'autant plus s'il reste fidèle à une démarche de combativité syndicale de classe et refuse de se compromettre avec la direction. Mais il n'empêche que prendre ces mandats, être investi de telles prérogatives, nous permet de nous familiariser, dès aujourd'hui, avec l'idée d'une gestion ouvrière (au sens large de travailleur) du tra-



vail et sa mise en pratique (bien que considérablement réduite). Si la participation aux institutions représentatives du personnel ne constitue pas en tant que tel un véritable pas vers la démocratie industrielle révolutionnaire, elle n'en reste pas moins un espace d'apprentissage dans lequel nous pouvons nous sensibiliser aux principes et pratiques portés par cette dernière.

Les sociétés coopératives de production

Les scops, ces sociétés commerciales dont on a beaucoup entendu parler ces derniers mois, trouvent leurs origines dans la vieille tradition ouvrière du XIX^e siècle, une tradition de solidarité et de lutte enracinée dans la volonté de se débarrasser du salariat et de jeter les jalons d'une société nouvelle dans laquelle les travailleurs geraient eux-mêmes leurs outils de travail et posséderaient la production. Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts, la conscience de classe s'est profondément assoupie et la perspective d'une telle société ne semble plus réjouir grand monde. Amnésiques, nombre de scops sont désormais parfaitement intégrées au paysage capitaliste, obéissent à des logiques de profit et s'abreuvent abondamment aux auges de l'État.

Doit-on pour autant les jeter, elles aussi, aux orties ? Bien sûr que non. Évitions, à nouveau, les jugements hâtifs, au risque de tomber dans une « orthodoxie » politique imbécile et fainéante. Qu'elles soient toujours ancrées dans les luttes sociales ou qu'elles préfèrent répondre à des logiques plus capitalistes, toutes les scops offrent un espace, plus ou moins conséquent selon les sociétés, de démocratie économique : les salariés-associés choisissent le gérant (qui reste un salarié de la scop) et/ou le conseil d'administration, les grandes décisions de l'entreprise sont prises en assemblée générale où une personne égale une voix (primauté de l'individu sur le capital) et les salariés-associés doivent posséder au moins 65 % des droits de vote. Outre la démocratie, les salariés détiennent une part importante du capital (au moins 51 %) et les profits sont répartis entre les réserves (au moins 16 %), les salariés-associés (33 % maximum) et les salariés, qu'ils soient ou non des associés (au moins 25 %) : de par cette répartition, les travailleurs perçoivent donc une part importante du fruit de leur labeur. Démocratie et possession d'une bonne partie de la production (sous forme de bénéfices) : ce n'est certes pas encore la démocratie industrielle, mais l'idée est là.

À l'instar de ce que nous disions précédemment quant aux institutions représentatives du personnel, les scops n'incarnent pas vraiment de processus révolutionnaire et il semble peu probable qu'elles puissent un jour en initier un ; mais elles permettent à des travailleurs de mettre en œuvre une gestion démocratique plutôt avancée (bien que celle-ci varie énormément d'une scop à l'autre) et de se libérer, pour la plupart, de l'exploitation



salariale « traditionnelle » (notons cependant que, dans certaines scops, les conditions de travail ne sont pas bien différentes de celles qu'on trouve ailleurs). Dans une certaine mesure, les scops peuvent donc constituer une sorte « d'école » de la démocratie industrielle, et c'est pour cette raison que les milieux révolutionnaires n'ont pas intérêt à les laisser sur le bord de la route.

La démocratie industrielle comme modèle économique révolutionnaire

Pas besoin d'entrer dans de grandes considérations fumeuses pour définir la démocratie industrielle, il s'agit simplement de la suppression de la propriété privée et étatique des moyens de production à travers leur réappropriation syndicale : chaque syndicat d'industrie possède les outils de production des professions qui lui sont rattachées (le syndicat de l'industrie minière disposera des mines ; celui de l'éducation, le matériel et les espaces éducatifs ; celui de la santé, les hôpitaux, cliniques et autres dispensaires ; etc.). Il s'agit moins d'une collectivisation généralisée et ouverte que la possession, par les travailleurs organisés, de leurs outils de travail, au sens large. Cette mise en commun syndicale implique la gestion totale et le plein contrôle du travail par les travailleurs : ils déterminent, entre eux, les modes de production, le temps, les cadences et les conditions de travail, ils gèrent les tâches administratives, la vie interne de l'entreprise, etc. Rien, dans l'organisation

du travail, n'est dès lors étranger au syndicat.

Dans cette organisation du travail, c'est l'autogestion qui prévaut. Les orientations et les grandes décisions des syndicats se prennent en assemblée générale et les mandats, donnés pour des durées déterminées, s'exercent au sein d'un système de contrôle régulier permettant, si cela se révèle nécessaire, une révocabilité immédiate. Cette démocratie réelle doit s'exprimer à tous les niveaux de l'organisation syndicale : de la base des syndicats d'industrie au « sommet » de l'organisation qui les fédère.

Établissant ainsi une gestion collective du travail sans intermédiaires hiérarchiques et extra-ouvriers – par la libre fédération, en une seule grande organisation, des syndicats d'industrie –, la démocratie industrielle rend l'existence de l'État inutile et conduit, de fait, à son abolition. La société dans son ensemble se passe alors du pouvoir institué en outil de domination pour s'auto-organiser – en une libre fédération de collectivités autonomes – et s'épanouir dans la liberté. En cela, la démocratie industrielle est accomplissement de l'anarchisme. C'est seulement à travers son avènement que se réalisera et se matérialisera l'émancipation des travailleurs et de la société dans son ensemble. Tout projet de société qui se refuserait à privilégier la question de la place des travailleurs dans le système productif ne saurait, à mon sens, avoir de perspectives révolutionnaires plausibles.

G. G.

Marx et Bakounine

COMME NOUS L'AVONS VUE dans le numéro 1664, la collaboration de Victor Serge (1890-1947) au quotidien socialiste et syndical de Liège, *La Wallonie*, l'amène à publier régulièrement des chroniques d'histoire sociale qui relient les luttes du passé aux combats contemporains des dominés. Ancien collaborateur de l'anarchie, fondé par Albert Libertad (1875-1908), Victor Serge fait partie des anarchistes qui rallient les bolcheviks lors de la révolution russe de 1917 sans renier leurs engagements antérieurs. Opposant de la première heure à la dictature de Staline, Victor Serge participe aux combats de l'Opposition de gauche (trotskiste) en URSS, mais prendra ses distances avec Trotski et ses partisans dans la seconde moitié des années 1930. Désormais proche du « noyau » de la revue *La Révolution prolétarienne* et du Poum espagnol, il défend un socialisme démocratique original, à la fois libertaire et anti-totalitaire, en phase avec les grandes évolutions des sociétés capitalistes après deux guerres mondiales et une crise économique majeure – une évolution qu'on retrouve chez son ami l'essayiste américain Dwight Macdonald (1902-1982) ou encore l'écrivain anglais George Orwell (1903-1950).

À l'occasion de la parution de la biographie de Bakounine du journaliste allemand Hanns-Erich Kaminski (1899-1963), Serge revient sur les deux principales personnalités de la Première Internationale. Il donne de chacun d'eux une vision équilibrée, ni manichéenne ni stéréotypée, qui retrouve l'origine perdue des mouvements d'émancipation, masquée par l'échec global du premier mouvement ouvrier avec la guerre de Trente Ans du capitalisme, de 1914 à 1945. Durant ces années, Victor Serge est l'un des principaux représentants de « ces minorités rebelles qui ont survécu, obscurément, à l'écrasement du mouvement ouvrier classique » et « ont sauvé la vérité de ce mouvement, mais comme vérité abstraite du passé ».

En s'inspirant de ces minorités rebelles, il faudra à nos contemporains retrouver l'unicité de la révolte que portèrent, chacun à leur manière, les fondateurs de l'Association internationale des travailleurs (AIT).

L'ensemble des deux cent deux chroniques écrites par Victor Serge de juin 1936 à mai 1940 pour *La Wallonie* est reproduit sur le site : www.agone.revues.org.

Quatre-vingt-treize d'entre elles ont fait l'objet d'une publication en volume sous le titre *Retour à l'Ouest* (Agone, collection « Mémoires sociales », 2010). En 2011, les éditions Agone ont également publié son roman *Les Années sans pardon* et une version complétée et actualisée de ses *Carnets*, à paraître à la rentrée 2012.

Victor Serge

12-13 août 1939

LES GRANDS HOMMES d'action sont plus difficiles à peindre que les grands hommes de pensée : car les remous d'admiration, d'imitation, de jalousie, d'inimitié et de sottise qu'ils soulèvent compliquent de beaucoup à leur sujet la recherche de la vérité. Quant au grand révolutionnaire, la légende et l'histoire faites par les classes dirigeantes n'en laissent de coutume parvenir jusqu'à nous qu'une image caricaturale. L'influence de Michel Bakounine n'est pas près de s'éteindre : que l'on songe au rôle que ses lointains disciples ont joué dans la révolution espagnole ; et pourtant, jusqu'à ce jour, il n'existait – que nous sachions – dans aucune langue européenne, si ce n'est en russe, d'honnête biographie de l'infatigable adversaire de Marx. L'œuvre monumentale que lui a consacré Max Nettlau¹ n'a pas trouvé d'éditeur : il n'en existe que quelques exemplaires manuscrits, en allemand, dans de grandes bibliothèques. Je ne crois pas que Iouri Stiécklov qui, à Moscou, commença de publier une biographie scientifique de Bakounine en plusieurs volumes, ait pu la continuer. Qu'est devenu Stiécklov, qui fut dans les premières années de la révolution le rédacteur des *Izvestia* ? Il y a fort peu de chances qu'il vive et, vivant, puisse travailler². Nous connaissons bien, en français, quelques ouvrages sur Bakounine : bâclés, ne méritant

aucune mention indulgente. Jusque hier encore, il fallait, pour entrer en contact avec l'insurgé de 1848, le prisonnier intrépide, lucide et singulièrement habile des forteresses du tsar, l'agitateur dont les intrigues contribuèrent sensiblement à ruiner la I^{re} Internationale, le fondateur de l'anarchisme, lire sa *Confession* adressée du fond d'une cellule de Pierre-et-Paul à l'empereur Nicolas I^{er}, publiée il y a quelques années avec une remarquable préface de Brupbacher³. Cela fait, dans la littérature du socialisme, un livre bien extraordinaire : et il est curieux que pas un des commentateurs des « aveux » de Moscou n'ait songé à tracer un parallèle entre les dernières déclarations d'un Boukharine et la confession de Bakounine au tsar. (Ici, une parenthèse. Bakounine lui-même garda toute sa vie un silence à peu près total sur ce document qui faillit être publié par les soins de la police russe pour le déshonorer. À l'époque, le déshonneur eût été certain. Ne faut-il pas faire remonter aux préparatifs de cette publication les rumeurs qui firent admettre, par certains de ses adversaires de l'entourage de Marx, que Bakounine pouvait être un agent provocateur ? La *Confession* ne fut mise à jour, dans les archives de la police impériale, qu'en 1918. J'eus connaissance de cette découverte en 1919 à un moment où le précieux manuscrit et ses

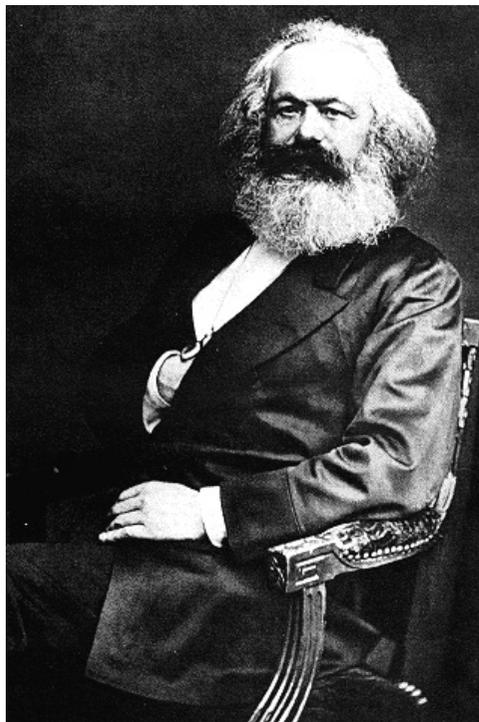
rare copies avaient disparu entre les mains d'historiens rivaux qui attendaient paisiblement la victoire de la contre-révolution. Pour éviter que la *Confession* ne disparût définitivement, je lui consacrai dans une revue allemande un article assez détaillé, le premier, qui fit sensation à l'époque (en 1921 ou 1922) et me valut de la part de quelques anarchistes les plus amers, les plus injustes reproches. D'aucuns allèrent même jusqu'à soutenir que la *Confession* était un faux, fabriqué par les bolcheviks ! Séverine prit contre moi « la défense de Bakounine » que je n'attaquais point, dont au contraire je servais la mémoire en esprit et en vérité, c'est-à-dire sans aveuglement ni manœuvre.)

Grâce au livre consciencieux de M. E. Kaminski⁴, *Michel Bakounine, la vie d'un révolutionnaire* (éd. Aubier), une image vivante et, je crois, ressemblante nous est donnée de Bakounine. Sans doute y reviendrais-je : elle en vaut la peine. Une chose cependant déplaît dans ce livre : la nuance d'antipathie, étouffée d'incompréhension, dont fait preuve l'auteur à l'égard de Karl Marx. Nous n'avons plus à prendre parti entre les deux géants, mais à rechercher d'une part la vérité sur les matières qu'ils ont traitées et la vérité sur eux-mêmes. Ces deux vérités, on les aperçoit du reste clairement dans le livre de Kaminski, chez qui la



connaissance du sujet l'emporte, fort heureusement, sur le parti pris. Et le débat entre Marx et Bakounine nous devient aisément intelligible. Contre Bakounine, Marx a scientifiquement raison d'une façon pour ainsi dire éclatante.

Marx, écrit Kaminski, «n'a pas de biographie. Trente ans de British Museum, une table à écrire, des livres, voilà toute sa vie... Ce révolutionnaire donne plutôt l'impression d'un bourgeois ou, pour être plus exact, d'un professeur d'université barbu et entiché de son importance. On l'admire, mais on ne l'aime pas...». Alors l'inaltérable amitié d'Engels, les dévouements d'un Lafargue, d'un Longuet⁶, d'un Kautsky, cela ne compte pas? Le culte posthume d'un Riazanov, cela ne compte pas? Mais lisons encore: en 1848, «Marx était rédacteur d'un journal, révolutionnaire bien entendu, tandis que Bakounine luttait sur les barricades de Dresde». Marx donna tout au long de sa vie, au milieu des révolutions, dans une gêne tout à fait voisine par moments de la misère, sous la calomnie, l'injure, la menace, assez de preuves d'un tranquille courage pour que l'historien n'ait pas à lui reprocher d'avoir éludé l'épreuve superflue des barricades. Kaminski lui-même définit bien «la différence entre ces deux hommes, entre ces deux formes de la révolution, la scientifique et la spontanée». Bakounine, en 1848, n'était qu'un ardent révolté que sa passion jetait aux barricades; Marx, dès alors, était un cerveau supérieurement organisé au service de la révolution. Établissons, pour éviter tout malentendu, cette différence entre la révolte et l'action révolutionnaire: la première procède du sentiment et des convictions en dernier lieu affectives; la seconde s'arme de connaissances exactes, se plie aux nécessités sociales au lieu de les ignorer ou de chercher à leur faire violence, dédaigne les arguments passionnels, veut le possible, tout le possible, au sein du réel! Ce qui est vrai de Bakounine et de Marx en 1848 le demeure en 1870-



1871, alors qu'ils ont tous les deux des cheveux gris. Bakounine tente alors de déclencher la révolution en s'emparant de l'hôtel de ville de Lyon et en y proclamant la déchéance de l'État (28 septembre 1870). L'aventure est épique et puérile à la fois. Marx voit très bien que les conditions d'une victoire prolétarienne ne sont pas encore données en France; il craint que le prolétariat parisien ne se fasse saigner en engageant une bataille irréfléchie, multiplie les avertissements et, l'irréparable consommé, prend la défense des communs vaincus, explique leur action, en dégage le sens pour l'avenir...

«Pendant toute sa vie, Bakounine gardera la conviction que les véritables forces de la révolution se trouvent dans les masses paysannes arriérées, qui n'ont pas été corrompues par la civilisation moderne et sont anarchiques par instinct» (Kaminski, p. 101). Et voilà le fond du débat! C'est dire que Bakounine, petit gentilhomme russe, conduit à la révolte par le despotisme, ne comprendra jamais véritablement la transformation du monde et de l'histoire qui s'accomplit par la révolution industrielle du XIX^e siècle; que jamais il ne s'assimilera véritablement la notion de lutte de classes dans une société capitaliste à base de machinisme; qu'il confondra toujours la paysannerie serve, misérable, et dès lors prompt aux jacqueries, de l'Empire russe de son temps, en retard d'un bon siècle sur l'Occident, avec la paysannerie cosse et rétrograde qui fit la force de Napoléon III et fournit à Gallifet ses fusilleurs de Fédérés... À travers Bakounine, la révolte des masses arriérées, rurales et prolétariennes, mais encore liées à la terre, prenant d'elle-même une naïve conscience, se mêle au mouvement ouvrier de l'Europe industrialisée que le puissant cerveau de Marx amène à la conscience rationnelle et pourvoit d'une vue objective de la société. **V. S.**



çais Pierre Monatte, il rallia le Parti communiste en 1921, mais le quitta en 1932 après de multiples heurts avec les dirigeants staliniens. En 1932, il écrivit une introduction à *La Confession* de Bakounine, traduit par sa compagne, Paulette. Écrivant que «Bakounine redeviendra actuel le jour où l'homme commencera à trouver insupportables le despotisme bourgeois et le despotisme prolétarien», il est l'auteur d'une grande étude sur Marx et Bakounine (non traduite) et de *Bakounine ou le démon de la révolte* (Éditions de la Tête des feuilles, 1971). (Ndé.)

4. Hanns-Erich Kaminski (1899-1963). Journaliste allemand. Après des études d'économie, il entama une carrière dans le journalisme de gauche, d'abord à la revue *Die Weltbühne* de Carl von Ossietzky, puis comme rédacteur d'un journal social-démocrate de Francfort. Devant la faillite de la social-démocratie face au nazisme, il se rapprocha des anarcho-syndicalistes de la FAU, dont un contingent de volontaires combattit en Espagne. Après la défaite française, il quitta Paris pour Marseille d'où il parvint à rejoindre Lisbonne, et ensuite l'Argentine. Outre son témoignage sur la révolution espagnole, *Ceux de Barcelone* (1937; rééd. Allia, 2003), il est aussi l'auteur de *Céline en chemise brune* (1938; rééd. Mille et une nuits, 1997) qu'on rapprochera de l'article de Victor Serge, «Pogrom en quatre cents pages», également à propos de *Bagatelles pour un massacre* (in *Retour à l'Ouest*, Agone, 2010). (Ndé.)

5. Réédité par Béliabaste en 1971 et *La Table ronde* en 2003. (Ndé.)

6. Charles Longuet (1839-1903). Opposant à l'Empire, il dut s'exiler en Belgique, puis à Londres où il entra au conseil général de l'Internationale (1866). À la chute de l'Empire, il fut délégué au comité central des vingt arrondissements et l'un des principaux chefs de l'insurrection du 18 mars. Du 27 mars au 12 mai, il dirigea le *Journal officiel de la Commune*. Il parvint à échapper aux Versaillais et se réfugia à Londres où il reprit sa place dans l'Internationale. Il épousa, Jenny, la fille aînée de Marx, en 1872 et rentra à Paris, après l'amnistie, collaborant à *La Justice* de Clemenceau. (Ndé.)

1. Max Nettlau (1865-1944). Né en Autriche, cet historien, collectionneur et érudit s'est intéressé toute sa vie à l'histoire de l'anarchisme international. Vivant successivement dans plusieurs pays d'Europe, il appartint à la Socialist League et au groupe Freedom à Londres dans les années 1890. En 1897, il publia, à l'initiative d'Élisée Reclus, une *Bibliographie de l'anarchie*. Après la Première Guerre mondiale, il vécut pauvrement à Vienne tout en continuant ses travaux. En 1935, il vendit son immense collection à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam et, après l'Anschluss, se réfugia dans cette ville où il s'éteignit le 23 juillet 1944. (Ndé.)

2. Lire Aleksander Wat, «La mort d'un vieux bolchevik: souvenirs sur Stiéklov», *Le Contrat social*, novembre-décembre 1963, n° 6, p. 322-330. (Ndé.)

3. Fritz Brupbacher (1874-1945). Médecin suisse et militant libertaire. Issu d'une famille aisée de Zurich, il choisit de s'installer dans un quartier ouvrier après ses études et fréquenta le milieu libertaire dès 1898. Adhérent du Parti socialiste, mais antimilitariste et partisan du syndicalisme révolutionnaire, proche du fran-

Présence d'Adrien Dax

Œuvre sur papier d'Adrien Dax



Gilles Bounoure

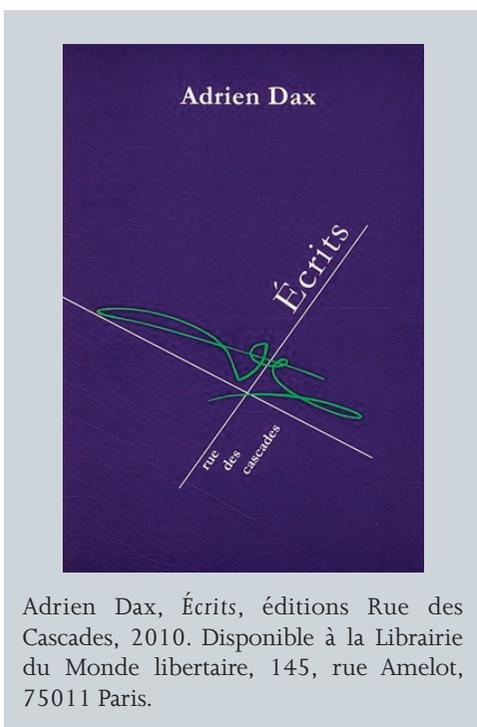
ADRIEN DAX (1913-1979) est l'auteur de deux «billets surréalistes» notables parus il y a soixante ans dans *Le Libertaire*, et le moment n'est plus trop éloigné de marquer le centenaire de sa naissance. Mais des titres plus conséquents encore justifient que soit évoquée ici sa personnalité, à l'occasion de la parution de ses *Écrits* scrupuleusement recueillis par Guy Flandre et Oscar Borillo et élégamment édités par Marc Tomsin à son enseigne de la Rue des Cascades¹. On peut y voir l'exemple (non reproductible sauf à retrouver les «conditions de température et de pression» des époques noires qu'il a traversées) d'un parcours qui se voulut toujours ascendant, animé par la dialectique du désir et de l'insatisfaction, le faisant passer de l'enthousiasme le plus inventif au doute le plus ravageur.

Quand il prit contact avec les surréalistes parisiens réunis autour d'André Breton, c'était à la faveur de séances de formation professionnelle dans la capitale lui permettant de devenir «ingénieur des travaux ruraux» (principalement adductions d'eau et électrification des campagnes, sans «soviets» évidemment). Et ce ne fut pas un mince renfort que celui de Dax, alors au milieu de la trentaine: sa stature grand format, comme il n'est pas rare chez les Toulousains, et son expérience historique et intellectuelle, manquant à nombre de ses nouveaux amis souvent plus jeunes de 15 ans, le rendaient d'emblée impressionnant. Seul enfant d'une famille pauvre, son père vite mort des

séquelles de la Grande Guerre, il avait dû trouver rapidement du travail dans les industries graphiques, non sans fréquenter de longues années les cours du soir des Beaux-Arts, se liant alors avec des étudiants de toute spécialité.

On ignore encore (et c'est l'un des objets de la recherche que mène actuellement Raphaël Neuville, toulousain lui aussi, dont on lira un texte p. 11-12 de ce volume d'*Écrits*) quand et comment Dax, après un passage aux Jeunesses socialistes, arriva aux Jeunesses communistes jusqu'à en devenir le secrétaire régional, au moment où s'intensifiaient les purges staliniennes qui le virent rapidement exclu lui-même. Ce que furent ensuite ses activités, oppositionnelles certainement, les archives en livreront peut-être quelques pans. On sait seulement qu'il renonça à rejoindre les combattants de l'Espagne révolutionnaire parce que sa mère n'avait d'autre soutien que lui, et que la guerre, puis la défaite le firent se débarrasser de documents politiques susceptibles de le mettre en danger. Prisonnier, il fut envoyé dans un stalag de Poméranie, et libéré au bout de deux ans grâce à son statut de brancardier non combattant.

Si l'activisme politique ne le requit plus aussi instamment quand il eut rejoint les surréalistes, sa signature avec eux au bas de la Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie (dite «Manifeste des 121», 5 septembre 1960) marquait la même détermination que ses engagements de jeunesse, puisqu'il y risqua notamment



Adrien Dax, *Écrits*, éditions Rue des Cascades, 2010. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

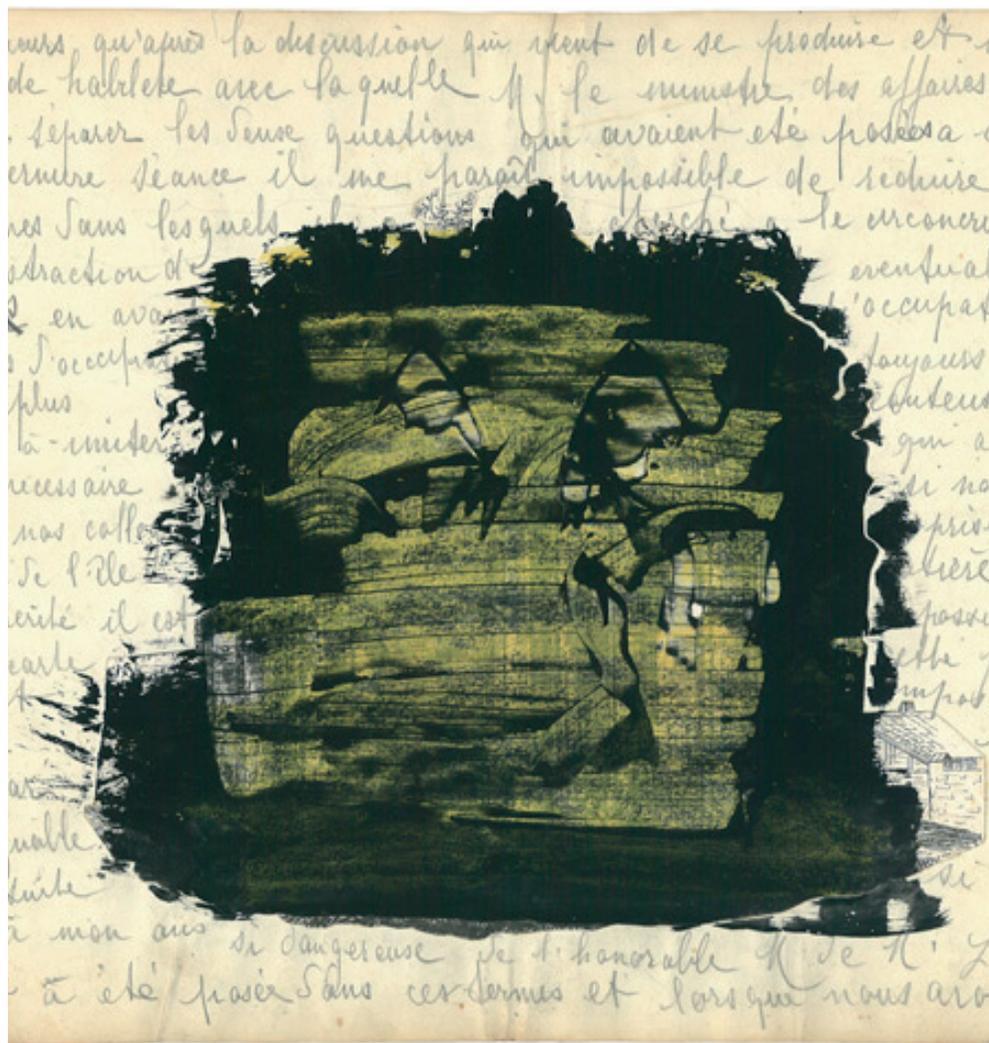


son gagne-pain de fonctionnaire. Nul doute que le mot d'insoumission n'ait été l'un de ses favoris. On le voit apparaître en creux dans le premier de ses textes pour *Le Libertaire* (23 novembre 1951), «Art soumis art engagé», soulignant l'absence de différence entre le premier, académique et bourgeois, et le second, alors durablement dominé par le «réalisme socialiste» stalinien, labellisé «révolutionnaire» et procédant d'une soumission non moins pesante. «Interrogations sur une crise du sensible» (18 avril 1952), le second de ces textes du *Libertaire* à retrouver dans ce volume d'écrits, pointait l'envahissement des esprits par la propagande scientifique-technicienne de ces débuts de l'ère du gadget et de la robotique. Il n'est pas sûr que ces prudentes «interrogations» aient trouvé beaucoup d'échos dans les débuts parfois euphoriques des «Trente glorieuses». Soixante ans plus tard, elles apparaissent plus nettement prémonitoires et prophétiques.

Dax insoumis de l'art? La formule ne lui aurait plu qu'à moitié, tant il en a récusé inlassablement le dernier terme, pour lui préférer soit celui d'expression (mot qu'il n'admettait pas toujours), soit celui de création de «prétextes visuels» offerts à «l'aventure mentale» comme autant d'«aide-imagination». Mais peindre, dessiner, concevoir des objets, voilà ce qui a dominé largement plus de la dernière moitié de sa vie, formant ce qu'il faut bien appeler une «œuvre», faute de meilleur qualificatif, car elle offre des constantes très reconnaissables au travers des renouvellements incessants auxquels il la soumettait, par insoumission là encore. Après sa mort, diverses expositions ont cherché à montrer tout ou partie de cet éventail, la dernière en date paraissant être celle qu'a présentée à Marseille la librairie Le Lièvre de Mars en novembre 2010.

Une fois «l'art» et les «artistes» aux oubliettes, demeure l'insoumission dont Dax sut rappeler et préciser le principe essentiel, pour le domaine plastique comme en poésie, dans le premier texte qu'il ait livré à une publication surréaliste, «Perspective automatique» (1950). Son extraordinaire sûreté de ton et de jugement en fait aujourd'hui encore un document important, justifiant à lui seul l'édition de ces *Écrits*. Certes, un groupe d'étudiants toulousains, Massat, Bonnafé, Marcenac principalement, passés peu après à un stalinisme sans retour, avait initié Dax au surréalisme une quinzaine d'années auparavant, mais c'est en autodidacte qu'il s'en était ensuite assimilé les grands axes et thèmes, et telle serait désormais toujours sa manière d'intervenir, d'écrire, de dessiner, de peindre et de juger. On le vérifiera en lisant la suite de ce volume, impossible à résumer ici.

Exigence, lucidité, modestie et force d'émotion ne le caractérisent pas moins quand il entreprend de préciser les écueils de l'automatisme graphique ou pictural, qu'il



aura exploré plus qu'aucun de ses amis de l'époque. Frottages, grattages, fumages, découpages, décalcomanies, taches ou coulures à interpréter, autant de procédés où la matière prend le pas sur l'artiste ou le fait disparaître, mais avec le risque, précisément, de soumission au procédé, à la répétition, voire ensuite à l'esthétique. Tout comme Breton parlant maintes fois de «l'infortune continue» de l'écriture automatique vue «d'un certain angle», Dax n'hésitait pas à reconnaître «une longue suite d'échecs» dans la mise en œuvre de ces procédés «mécaniques». Mais il attendait de leurs résultats répandus à flot à la fois un grand «nettoyage des écuries» artistiques et l'entretien permanent d'une «certaine irritation de l'esprit» propice à la découverte ou à l'invention.

«Imagination n'est pas don mais par excellence objet de conquête.» Ces *Écrits* feront également saisir comment Dax fit sienne la maxime de Breton, poussant les explorations dans les domaines les plus divers, l'art gaulois, la peinture contemporaine, les arts populaires ou extra-européens, l'histoire du catharisme, etc. Encore est-il juste de préciser qu'écrire sur ces sujets ne faisait pas partie de ses habitudes, orientées plutôt à guetter les hasards des rues, des brocantes et des bouquinistes, ou les surprises de ses expérimentations picturales et graphiques dans sa pièce-atelier. «Impressions de reliefs»,

«affiches interprétées», «images transformées», calligraphies, letrines, dessins d'objets vus en rêve, etc., témoignent à la fois de l'insatisfaction permanente que se connaissait Dax, y voyant même un des principaux ressorts de sa constante recherche de nouveauté, et de l'extraordinaire dextérité qu'il avait acquise dans les figures les plus variées.

Très affecté par la mort de Breton en 1966, Dax se ralliait trois ans plus tard à la minorité (et non la «majorité», comme écrivent inexactement les préfaciers) des surréalistes parisiens décidés à en finir avec cette étiquette. Lui-même craignait que le mouvement ne puisse plus échapper au rabâchage, à la pose stérile ou à la parodie du surréalisme d'autrefois, faute d'un renouveau théorique suffisant auquel il avait tenté de contribuer par deux textes, «Espace de l'événement» et «Essai de reconstitution d'un trajet visuel associatif» qui ne le satisfaisaient pas pleinement. À ceux qui s'étonnaient de sa position, il expliquait, à la manière de l'enfant qui joue ou du peintre recouvrant son tableau inabouti : «On efface tout et on recommence.» Il y a lieu, ici, de se féliciter que tout n'ait pas été effacé du surréalisme et de ce représentant éminent qu'en fut Dax, et qu'il se soit même trouvé un éditeur à la hauteur, et même au diapason libertaire et insoumis, de ses *Écrits*.

G. B.

Bavure policière contre la CNT à Metz



LE VENDREDI 24 FÉVRIER, la CNT organisait une soirée de soutien dans ses locaux situés au 5, place des Charrons, à Metz. Alors que tout se déroulait bien, la police est intervenue pour un tapage. Le chef de patrouille a demandé à parler à un responsable de notre organisation. Le secrétaire régional de la CNT s'est présenté et a fait remarquer à l'officier qu'aucun tapage n'avait lieu et qu'il pouvait le constater de lui-même. L'officier a alors exigé les papiers d'identité de notre camarade. Celui-ci lui a alors demandé le motif de ce contrôle d'identité tout en sortant ses papiers. C'est alors que, sans motif, l'officier a déclaré : « Y'en a marre, on l'embarque. » Le secrétaire du syndicat CNT des travailleurs de l'Éducation sera également interpellé pour avoir osé dire au premier que l'avocat du syndicat allait être immédiatement contacté. S'en est suivi des propos inadmissibles tenus par l'officier : « Je vais vous faire fermer votre syndicat de merde ! », « sales rouges », « connard de syndicalistes », « petit con, connard ». Il est à noter qu'à aucun moment, nos camarades n'ont élevé la voix ni insulté les policiers, et pour preuve, aucune garde à vue n'a eu lieu suite à ces arrestations. Le chef de patrouille préférant mettre les deux militants de la CNT en cellule de dégrisement pour « ivresse publique manifeste »... Un comble dans la

mesure où se sont ces mêmes agents qui ont demandé à nos camarades de sortir. On peut, dès lors, supposer un piège. Le seul problème étant que nos camarades n'avaient pas bu, qu'il leur a été refusé un test d'alcoolémie ainsi que l'explication de leurs droits à l'hôpital devant le personnel hospitalier quelque peu interloqué par la situation. En effet, nos camarades ne savaient pas sous quel régime ils étaient placés.

Une fois au commissariat de police, leur placement en cellule de dégrisement leur est signifié. Pour autant, le scandale policier ne s'arrête pas là. Personne ne demandera à nos camarades de signer l'inventaire de leur fouille. Les policiers mettront de leur propre chef : « Trop ivre pour signer. » À leur sortie, aucun procès verbal d'IPM ne leur sera présenté, ni aucune garde à vue notifiée, à croire que toute la procédure policière ce soir-là est restée clandestine. Par ailleurs, nous relevons le sang froid de nos camarades, qui resteront courtois malgré les invectives incessantes du responsable de patrouille à leurs endroits.

Mais le scandale ne s'arrête pas là. En effet, la police est revenue mettre la pression à la CNT. Pas moins de six voitures, soit une vingtaine de policiers en uniforme et en civil, ont encerclé le local du

syndicat aux alentours d'une heure du matin, en interdisant l'accès à des locaux syndicaux au public, en insultant les gens présent, et en mettant la pression pour obtenir la fermeture de nos locaux. Nous pouvons affirmer que, lors de cette soirée, la police a violé tous les droits démocratiques élémentaires : liberté d'expression, liberté de circulation, liberté d'organisation, liberté syndicale. Elle a usé de prétextes fallacieux pour interpellé des militants syndicaux. Elle a usé de provocations inadmissibles afin de tenter de pousser les interpellés au délit, ce qui, nous le rappelons, n'aura jamais été le cas. Les provocations policières ce soir-là n'avaient, à notre sens, pour seul but que de déstabiliser notre organisation syndicale en espérant créer un affrontement devant nos locaux.

De fait, la CNT ne peut considérer l'action policière que comme une action politique – ce qui n'est pas dans ses attributions – hostile à son égard. La CNT a pris contact avec ses avocats, et témoignages à l'appui, déposera plainte cette semaine auprès du procureur de la République. Nous nous tenons à la disposition de la presse pour toute information complémentaire.

CNT Moselle



Quelques rendez-vous à ne pas manquer sur le 89.4 Mhz

Jeudi 29 mars

For a Few Sixties More (09 h 30) Musique populaire des années soixante.

Chronique hebdo (10 heures) Réflexions sur l'actualité de quelques extraits du programme anarchiste de Malatesta 1920 : « *L'esclavage apprend aux hommes à être serviles, et pour se libérer de l'esclavage, il faut des hommes aspirant à la liberté.* »

Vendredi 30 mars

Les oreilles libres (14 h 30) Échos du festival Sonic Protest qui aura lieu du 10 au 15 avril (à Paris Reims et Marseille) viendra nous rendre sa visite annuelle. Des découvertes musicales inouïes en perspective...

Samedi 31 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Chronique syndicale (11 h 30) Luites et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres...

Dimanche 1^{er} avril

Restons éveillés! (0 heure) Libre antenne en laissant la parole à ceux qui en sont exclus.

Lundi 2 avril

Les Enfants de Cayenne (09 heures) Les Enfants du 5 mars.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les mangeux d' terre (18 heures) Enjeux écologiques.

Mardi 3 avril

Les amis d'Orwell (16 heures) Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Pas de quartiers (18 heures) L'émission du groupe Louise-Michel sera du côté du Chili en lutte avec Daniel Pinos, de retour de voyage. Tous à vos éoliennes à transistors!

Paroles d'associations (19 h 30) L'homophobie en Russie avec Patrick Schindler.

Mercredi 4 avril

Blues en liberté (10 h 30) Émission musicale blues. Trains et blues (2).

Le manège (14 heures) Littérature & Cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Diffusion de l'enregistrement du Café de l'IEC. Le Café de l'Institut Émilie-du-Châtelet du mardi 27 mars, sur le thème : « Des féministes sur les ondes, les sites et les blogs » ; avec les témoignages de : Cathy Bernheim (blog

Re-belles); Emelire (blog Humeur de dogue); Caroline Flepp (site d'informations Égalité); Michèle Revel (blog Re-belles); Nelly Trumel (émission Femmes libres), etc.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Jeudi 5 avril

Entre chiens et loups (20 h 30) Jazzlib, Nouveau rendez-vous sur le jazz (le 1^{er} jeudi du mois). L'occasion de découvrir ou redécouvrir des musiciens sans la pression des majors, par thème, musiciens, instruments, périodes. L'actualité du disque et des concerts, sans oublier des invités.

Vendredi 6 avril

Sortir du colonialisme (16 heures).

La grenouille noire (21 heures) Émission écolo-libertaire.

Souscription en soutien au

Monde libertaire

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

Février 2012

M. A. Menard (56) : 30 euros
M. J. Ulpat (74) : 10 euros
M. R. Landreau (33) : 20 euros
M. Frédéric Fece (internet) : 10 euros
M. J.-F. Aupetitgendre (30) : 30 euros
M. G. Arronis (32) : 50 euros

M. B. Hennequin (13) : 100 euros
M. A. Prima (13) : 25 euros
M. J.-L. Etchegaray (64) : 5 euros
Mme. C. Barrachin (69) : 5 euros
M. M. Rieusset (30) : 7 euros
M. A. Gillet (93) : 30 euros
M. Y. Brunet (31) : 50 euros
M. Yves Pechabadens (internet) : 75 euros
Le Cri du Peuple (87) : 30 euros
Jean (75) : 1000 euros
M. O. Fayel (69) : 20 euros
M. Alain Schaffhauser (internet) : 10 euros
Mme I. Quintin (76) : 5 euros
Liaison Boris Vian (59) : 20 euros
M. Anthony Franchemiche (internet) : 20 euros

TOTAL : 1552 euros

Merci !

Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire* !

Faites connaître notre journal autour de vous !

Lisez-le et faites-le lire !

Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étalages !

Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires !

Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

L'administration du Monde libertaire

Salon du livre libertaire

Vendredi 11 mai
de 14 heures à 21 heures
Samedi 12 mai
de 10 heures à 20 heures
Dimanche 13 mai
de 10 heures à 16 heures

Salon du livre libertaire organisé par La librairie du Monde libertaire et Radio libertaire. On pourra y rencontrer une centaine d'éditeurs et autant d'auteurs. Au programme également: des débats, des expositions, des lectures, des animations et un pays invité: la Suisse.

Adresse: Espace d'animations des Blancs Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple. L'entrée est à prix libre.

Renseignements:

Salon du livre libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Tél.: 01 48 05 34 08.

Courriel: livrelibertaire2012@sfr.fr.

Sur internet:

<http://salonlivrelibertaire.radio-libertaire.org/>

Samedi 31 mars

et dimanche 1^{er} avril

Saint-Gobain (02)

Deuxième édition du Festival du documentaire politique et social Bobines Rebelles au cinéma l'Ermitage, 6, rue Simon. Au programme, 9 films et 5 débats autour des thèmes de la mondialisation de l'agriculture, de l'anarchisme en actes et de la critique des médias, + un clin d'œil pour les 50 ans de l'Union Pacifiste. Projection en avant deuxième mondiale, du dernier film de Pierre Carles *Juppé, DSK, Hollande, etc.* en présence de Julien Brygo co-réalisateur du film. Participeront également au Festival, Bernard Baissat (réalisateur), Pierre Rimbart (journaliste au *Monde Diplomatique*) et des représentants d'alternatives en actes. Le programme en détails: kropotkine.cybertaria.org/spip.php?article/53 Entrée à prix libre, repas où l'on partagera ce que chacun apportera, (sandwiches pour les feignasses). Buvette et tables de presse.

Jeudi 29 mars

Merlieux (02)

De 18 heures à 21 heures, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste recevra à la Bibliothèque sociale Evelyn Mesquida et Serge Utgé Royo pour l'ouvrage *La Nueve, ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (Cherche-Midi, 2011). Entrée libre et gratuite. Table de presse. Apéro dînatoire, Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 30 mars

Besançon (25)

20h30. Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste vous invite pour une réunion-débat sur les raisons de l'anti-électorisme. À la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Paris XI^e

19h30. Les soirées vidéo de la librairie du monde libertaire. Projection-débat du film *Kashima paradise* de Yann Le Masson, Bénie Deswarte 1973, France, 105 minutes, 16 mm & 35 mm. Ce film dénonce les violents affrontements entre les forces de l'ordre et les paysans japonais qui refusent de vendre leurs terres au profit de l'expansion économique du pays. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, métro Oberkampf, Filles-du-Calvaire.

Samedi 31 mars

Rouen (76)

14h30. Vidéo-débat (avec la participation du DAL) autour du film de Christophe Coello *Squat la ville est à nous*. Entrée libre. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Saint-Gobain (02)

20 heures. En prélude au Festival Bobines rebelles du lendemain, le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste, l'association Gaïa et le collectif Anti OGM de Picardie vous invitent à la projection de *Small is beautiful* d'Agnès Fouilleux et au débat qui suivra. Table de presse. Buvette. Entrée à prix libre. Cinéma l'Ermitage, 6, rue Simon.

Vendredi 6 avril

Limoges (87)

20 heures. Conférence-débat sur le mandat impératif (une révolution dans les élections) avec Pierre-Henri Zaidman, maître de conférences à l'université de Paris-Descartes. Organisé par le Cira-Limousin, avec le soutien du groupe libertaire limougeaud Le Cri du Peuple,

à l'auditorium de la Bibliothèque francophone multimédia, 2 place Aimé-Césaire.

Saint-Denis (93)

19h30 La Dionysité, Université populaire de Saint-Denis. Le Docu-Club, Projection à prix libre. *Au prix du gaz* de Karel Pairemaure, France, 2005, 1 h 25. Juillet 2009. Châtelleraut. L'usine de sous-traitance automobile New Fabris vient d'être mise en liquidation judiciaire. Les ouvriers occupent l'usine. Les bouteilles de gaz sont dans l'usine. Tout est prévu pour que ça saute en l'absence d'accord... Rage et reconstruction... Au local de la Dionysité, 4, Place Paul Langevin à Saint-Denis. Métro ligne 13, Station Basilique de Saint-Denis. Entrée libre. Contact: cira-limousin@free.fr

Samedi 7 avril

Pont-en-Royans (38)

10 heures-24 heures. Dans le cadre du Festival des émancipations populaires (7 au 15 avril), le groupe La rue râlè et l'association Batotopie vous invitent à une journée d'activités pour inaugurer le festival. Ateliers bricolage (10 heures pour adultes/14 heures pour enfants) et cirque (14 heures); soirée des arts vivants à partir de 17h30 en présence de L'UtoBus, la médiathèque sociale itinérante de La rue râlè; concert des Barrio Populo à partir de 21 heures Préparation des repas à partir de 10 heures et 17 heures Salle des fêtes. Prix libre. Contact: laruerale@no-log.org/<http://batotopie.moonfruit.com>/<http://batotopie.moonfruit.com>

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire: Association Internationale des Travailleurs (AIT). Quatrième partie: le Congrès de La Haye, septembre 1872, et la scission. Exposé et débat. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Dimanche 8 avril

Pont-en-Royans (38)

18 heures Dans le cadre du Festival des émancipations populaires, le groupe La rue râlè de la Fédération anarchiste et l'association Batotopie vous invitent à une projection-débat autour du film «*Le travail est mort, vive le travail!*» Médiathèque La Halle. Prix libre.

[laruerale@no-log.org/](mailto:laruerale@no-log.org)

<http://batotopie.moonfruit.com>



I WANT YOU
TIERRA Y LIBERTAD